

LES PARTENARIATS



Le Fonds belge de survie

En 2004, le Fonds belge de survie (FBS) a célébré son vingtième anniversaire: depuis 1984, il collabore avec le FIDA afin d'aider les populations rurales pauvres d'Afrique subsaharienne à améliorer leur état sanitaire et leur productivité. Le FBS subvient aux besoins les plus élémentaires de ces communautés, à savoir l'alimentation et la santé des familles. Lorsque les gens ont pris des forces et sont en bonne santé, ils sont mieux à même de tirer parti des projets de développement financés à l'aide des prêts du FIDA.

Pour célébrer cet anniversaire, le FBS a publié une brochure intitulée *L'apprentissage sur le tas*, qui souligne les résultats obtenus grâce au partenariat irremplaçable entre le FBS et le FIDA, ainsi que les enseignements tirés de 20 années de collaboration.

Jusqu'à présent, le FBS a accordé des dons d'un montant de 130 millions de USD en faveur de 37 projets mis en œuvre dans les pays suivants: Angola, Burkina Faso, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie occidentale (Somaliland) et Tchad.

Pour renforcer leur partenariat, le FIDA et le Gouvernement belge ont signé, en 2004, un mémorandum d'accord afin d'adapter la politique de versement des contributions du FBS au rythme de reconstitution des ressources du FIDA. Au titre de ce nouvel accord, le calendrier de versement des contributions du FBS coïncidera plus étroitement avec les besoins de décaissement.

En novembre 2004, le Gouvernement belge a autorisé le FBS à cofinancer, à hauteur de 6 millions de USD environ, le programme de relance agricole dans la province de l'Équateur, en République démocratique du Congo. Cette opération a pour objet de rétablir et d'améliorer durablement les moyens de subsistance des communautés rurales des territoires de Bumba et Mbandaka, notamment en aidant les secteurs de l'agriculture et de la pêche à se relever. En outre, il comporte un volet de remise sur pied des services sociaux dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'éducation, que finance le FBS.

L'année 2004 a permis de parachever la mise au point des dispositions du programme conjoint d'action concertée sur les questions foncières conçu par le FIDA, le FBS et la Coalition internationale pour l'accès à la terre, en vue de son approbation. Cette opération a pour but de soutenir les Gouvernements du Niger et de l'Ouganda, ainsi que les programmes que le FIDA finance dans ces pays, afin de maximiser l'impact des activités de développement en s'attaquant à des questions cruciales relatives aux droits fonciers et à l'amélioration de l'accès à la terre.

Au cours des 12 derniers mois, le FIDA a inscrit à sa réserve de nouveaux programmes qui se prêteraient à un cofinancement du FBS, en faveur de l'Angola, du Burundi, du Mali et de la République-Unie de Tanzanie:

- S'agissant du projet de développement des cultures vivrières dans la région Nord, en Angola, le FBS étudie l'utilité et la faisabilité d'un financement complémentaire afin d'étoffer et de consolider la composante relative au relèvement des communautés qu'il finançait déjà, l'axe essentiel restant la remise en état des secteurs de la santé, de l'éducation et l'eau de boisson pour les réfugiés de retour chez eux à l'issue du conflit.
- Au Burundi, dans le cadre du programme transitoire de reconstruction après-conflit du FIDA, les composantes bénéficiant du concours financier du FBS auront pour objet de rétablir les moyens de subsistance des victimes des conflits, notamment les orphelins et les personnes traumatisées. La conception définitive de ces composantes a été achevée à la fin de l'année.

- Au Mali, le programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord a pour but de consolider les activités du projet de développement dans la zone lacustre en exploitant les enseignements tirés de la phase actuelle de ce projet. Par ailleurs, dans le cadre de la politique de décentralisation menée par le pays, les activités seront étendues aux cercles (groupes de village) de Gourma Rharous et de Bourem, situés en zone périphérique.
- En République-Unie de Tanzanie, compte tenu du succès des interventions déjà financées par le FBS, la conception du programme de développement agricole/élevage, qui met en œuvre une approche sectorielle de l'élevage, intègre des composantes du FBS intéressant l'approvisionnement en eau et les services de santé de base.

Sur le plan de l'évaluation, les enseignements et les recommandations issus du projet d'aménagement des oueds des basses terres de l'Est cofinancé par le FBS en Érythrée seront exploités dans le cadre d'une nouvelle phase consacrée à la consolidation. Ce projet arrivait à échéance en décembre 2004, mais il a été prolongé jusqu'en mars 2006. Ce laps de temps sera mis à profit pour renforcer les organisations d'agriculteurs, de manière qu'elles soient capables d'entretenir les installations et, par voie de conséquence, qu'elles assurent la pérennité des aménagements réalisés au titre du projet dans les domaines de l'irrigation et de l'approvisionnement en eau des ménages.

Dans les derniers mois de 2004, le FBS a commencé à réaliser son programme d'évaluation pour la période 2004/2005, dont font notamment partie l'évaluation terminale du programme de développement réalisé en Ouganda par l'Uganda Women's Efforts to Save Orphans (Union des femmes ougandaises pour sauver les orphelins) et l'examen à mi-parcours du programme de développement communautaire intégré du nord-ouest, au Somaliland (région nord-ouest de la Somalie).

Dans le cadre de son travail de développement des services de microfinancement en faveur des populations rurales défavorisées d'Afrique subsaharienne, et afin de tirer parti de l'expérience acquise en Asie dans ce domaine, le FBS a fait en sorte que des représentants des projets participent au Sommet du microcrédit qui s'est tenu à Dhaka (Bangladesh) en février 2004.

En 2004, comme les années précédentes, le FBS a participé à la session annuelle du groupe de travail sur le FBS, afin de faire connaître aux parlementaires belges les leçons tirées des récentes évaluations de projets réalisés au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, et d'adapter en conséquence les orientations de la politique du FBS. La session de 2004 a été précédée d'une consultation technique d'une journée consacrée à l'harmonisation des systèmes de suivi et évaluation de la performance, à laquelle l'ensemble des partenaires du Fonds belge a pris part. À cet égard, beaucoup d'efforts ont été consentis, au cours de l'année écoulée, pour perfectionner les méthodes de suivi et évaluation ainsi que le contrôle de l'exécution. Le cadre logique, qui constitue un instrument clé de la gestion des projets, et la mise en place d'indicateurs de malnutrition ont fait l'objet d'une attention toute particulière.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre

La Coalition internationale pour l'accès à la terre, installée dans les locaux du FIDA, est une alliance mondiale entre organisations intergouvernementales, gouvernementales et de la société civile qui œuvrent aux côtés des pauvres, hommes et femmes, afin de leur donner un accès plus sûr aux ressources naturelles, en particulier la terre, et de leur permettre de participer directement au choix des politiques et à la prise des décisions locales, nationales, régionales et internationales qui ont une incidence sur leurs moyens d'existence.

En juin 2004, le Conseil de la Coalition a approuvé le cadre stratégique de la Coalition internationale pour la période 2004–2006, lequel définit les objectifs essentiels de la Coalition comme suit:

- renforcer la capacité de ses membres et de ses partenaires à aider les hommes et les femmes pauvres à obtenir et conserver un accès sûr à la terre, y compris grâce à l'accès aux services de soutien connexes;
- influencer sur les décisions relatives aux politiques publiques à l'échelon national et international, au moyen de stratégies visant à renforcer les capacités des collectivités et créer ou développer des espaces de dialogue.

En 2004, la Coalition internationale pour l'accès à la terre a collaboré avec des organisations d'agriculteurs, des paysans sans terre et des mouvements de la société civile dans 36 pays, en vue de forger les partenariats stratégiques qui permettront d'influer sur les politiques foncières et de soutenir plus efficacement les programmes à assise communautaire. Elle a apporté son concours à 58 projets: six interventions visant à recenser et mettre en commun les connaissances; dix, à renforcer les réseaux nationaux afin de permettre aux populations de négocier collectivement leurs droits sur les ressources; 37, à rendre les communautés plus autonomes; et cinq, à favoriser l'accès des femmes aux ressources.

Au cours de l'année, la Coalition a mené plusieurs autres actions à l'échelon national et international, afin de créer des espaces de dialogue. Au niveau national, elle a lancé, à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable, le programme de partenariats fonciers LAND (Land Alliances for National Development). Cette initiative importante a pour objet de constituer, dans les différents pays, des groupes de travail permettant aux pouvoirs publics et aux acteurs de la société civile de collaborer à l'élaboration de politiques et de stratégies visant à obtenir un accès plus équitable à la terre et aux facteurs de production connexes. Quatre partenariats sont aujourd'hui en cours, en Afrique du Sud, au Guatemala, en Indonésie et aux Philippines. En outre, en 2004, la Coalition a élaboré des programmes de partenariat au Bénin et en Bolivie, qui débiteront en 2005. Des activités analogues bénéficiant du concours du FIDA et du FBS devraient démarrer prochainement au Burkina Faso, au Niger et en Ouganda.

À l'échelon international, la Coalition est de plus en plus sollicitée pour organiser des débats. Par exemple, en 2004, elle a coprésidé la séance consacrée à l'accès à la terre de la Conférence mondiale sur l'intensification de la réduction de la pauvreté organisée conjointement à Shanghai (Chine) par la Banque mondiale et par le Gouvernement de la Chine. Elle a de nouveau tenu ce rôle, aux côtés, cette fois, du Président du Bénin, à l'occasion du débat ministériel de haut niveau de l'ECOSOC qui s'est tenu à New York, sur le thème "Transformer les actifs en capitaux utilisables dans les pays les moins avancés, afin d'augmenter les ressources consacrées à la réalisation des OMD". La Coalition a aussi été invitée à contribuer à la formulation de politiques internationales: en février 2004, le groupe de travail sur les politiques foncières mis en place par la Commission européenne a fait appel à elle pour organiser une consultation sur la version provisoire des orientations en matière de politiques foncières élaborées par l'Union européenne.

Au sein du système des Nations Unies, le rôle que joue la Coalition suscite un intérêt de plus en plus vif; c'est ainsi, par exemple, que le PNUD l'a invitée à participer à l'organisation de l'atelier mondial sur le régime foncier pour le développement des terres sèches, qui se tiendra en février 2005 à Nairobi. De même, au titre de la collaboration entre organisations, la Coalition a publié en 2004 un rapport de situation sur *l'accès des femmes rurales à la terre et à la propriété dans un certain nombre de pays*, dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Le financement de l'accès à la terre est un défi majeur lancé aux donateurs et aux gouvernements, qui envisagent de plus en plus sérieusement la constitution de fonds d'intervention foncière. En 2004, la Coalition a analysé l'expérience de ce type de fonds acquise par le FIDA en Équateur, afin que d'autres bailleurs de fonds puissent s'en inspirer pour concevoir leurs futurs programmes de fonds d'intervention foncière.

Pour de plus amples informations sur les activités de la Coalition, prière de consulter le site www.landcoalition.org.

Le Mécanisme mondial

Créé en 1997, le Mécanisme mondial est l'organe de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD) chargé d'aider les pays membres à mobiliser des ressources pour rompre le cercle vicieux de la dégradation des terres, et de la pauvreté qui en résulte. En 2004, il a mobilisé environ 700 millions de USD pour l'application de la Convention en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le Mécanisme mondial, dont le siège est installé dans les locaux du FIDA, collabore étroitement avec le Fonds. Au demeurant, en 2004, des mesures ont été prises pour approfondir cette collaboration et favoriser l'application des principes de la Convention:

- un programme d'activités conjoint a été établi afin que le portefeuille du FIDA respecte plus étroitement les principes de la Convention;
- le Président du FIDA a mis en place un Groupe consultatif du Mécanisme mondial, chargé de favoriser une collaboration plus étroite entre le FIDA et le Mécanisme mondial pour prendre en compte les préoccupations de la Convention.

La collaboration entre le Mécanisme mondial et le FIDA a revêtu différentes formes en 2004:

- Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, le Mécanisme mondial et le FIDA ont cofinancé l'élaboration de deux projets, au Maroc et en Jordanie, dans le cadre du Programme opérationnel sur la gestion durable des terres, une opération menée par le FEM. Ces deux projets doivent recevoir des dons du FEM au titre du mécanisme d'élaboration des projets.
- En Amérique latine et aux Caraïbes, le partenariat entre le Mécanisme mondial, le FIDA et le FEM s'est concrétisé par l'inscription à la réserve de ce dernier de cinq interventions qui seront prochainement mises en œuvre au Brésil, en République bolivarienne du Venezuela, dans le Chaco americano (vaste région de 1 million de kilomètres carrés située dans le centre de l'Amérique du Sud); en Patagonie (Argentine), et dans les Antilles anglophones. La contribution du FEM à ces projets devrait totaliser quelque 26 millions de USD.
- En Afrique, le Mécanisme mondial a collaboré avec le FIDA à la conception d'un projet d'une valeur de 42 millions de USD en faveur du Burkina Faso; ce projet, auquel plusieurs donateurs contribuent, a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2004. En outre, le Mécanisme mondial a apporté un soutien technique à l'élaboration de deux projets du FEM en faveur de l'Éthiopie et du Kenya, qui sont désormais inscrits à la réserve du FEM.

Ces dernières années, le Mécanisme mondial s'est employé à diversifier les ressources de la Convention en mobilisant des financements provenant de sources non traditionnelles. Il a ainsi aidé le Gouvernement de l'Afrique du Sud à collecter quelque 80 millions de USD auprès du secteur privé pour la mise en œuvre de la Convention, et espère obtenir du secteur privé italien environ 4 millions de USD en faveur de la mise en œuvre de la Convention au Guatemala et en Afrique subsaharienne.

En 2004, le Mécanisme mondial s'est attaché à développer l'audience du moteur de recherche d'informations financières sur la dégradation des terres (FIELD) en participant au site d'information sur les activités de développement accessibles (AiDA) du Portail du développement; ce site, auquel collaborent des organisations du système des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales, a pour objet de faire connaître les informations relatives aux projets.

Le Programme communautaire d'échange et de formation (PCEF), auquel le FIDA a accordé un don de lancement de 450 000 USD en l'an 2000, a poursuivi ses activités. Il s'agit de la principale structure créée par le Mécanisme mondial pour favoriser la participation de la société civile à la mise en œuvre de la Convention. Il a permis de réaliser une vingtaine de projets à assise communautaire en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et de mobiliser une enveloppe supplémentaire de 1,4 million de USD sous forme de cofinancements. En 2004, le Mécanisme mondial a fait réaliser une évaluation externe de ce programme afin d'en apprécier l'impact et d'en tirer les enseignements.

En collaboration avec la Division de la communication du FIDA, le Mécanisme mondial s'est attelé en 2004 à l'élaboration d'une stratégie de communication. Les grandes lignes en ont été présentées lors de la treizième session du Comité de facilitation du Mécanisme mondial, qui a décidé d'en faire, une fois étoffées, la stratégie commune de communication sur la Convention.

Promotion des innovations et des partenariats en matière de recherche: le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et le Forum mondial sur la recherche agronomique

Le FIDA parraine le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), aux côtés de la Banque mondiale, de la FAO et du PNUD; à ce titre, il a continué à jouer un rôle de premier plan, et n'a cessé de souligner la nécessité d'entreprendre des recherches pour favoriser la mise au point de technologies au service des pauvres, et en accroître l'impact. En 2004, le FIDA a approuvé plusieurs dons, d'un montant total de 8,5 millions de USD, en faveur de programmes de recherche menés par le Groupe consultatif, intéressants directement la réduction de la pauvreté. Tous les thèmes de recherche concernaient l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales pauvres grâce à la diversification des revenus fondée sur des gains de productivité. Plusieurs thèmes étaient consacrés à un produit particulier, par exemple l'igname en Afrique de l'Ouest, les plantes médicinales en Amérique latine ou la riziculture pluviale de montagne en Asie du Sud.

En 2004, le FIDA a continué de jouer un rôle actif au sein du Conseil exécutif du GCRAI, ce qui lui a permis de contribuer au dialogue sur la mesure de la performance et sur l'alignement des programmes et des modes d'organisation.

Le FIDA soutient le Forum mondial sur la recherche agronomique depuis sa création en 1996. Celui-ci repose sur des partenariats et des alliances stratégiques solides entre tous les intervenants concernés par la recherche agricole au service du développement. La participation du FIDA encourage l'esprit d'ouverture et permet aux pauvres de faire entendre leur voix, de démontrer leurs capacités et de participer, en qualité de partenaires, à la recherche de solutions durables aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Depuis 1996, le FIDA considère que le rôle du Forum mondial consiste à inciter les principaux acteurs de la recherche agricole mondiale à unir leurs forces dans le cadre d'alliances stratégiques avec le GCRAI. Le Forum mondial est très largement impliqué dans plusieurs Programmes Challenge du GCRAI et, en 2004, le FIDA a collaboré avec plusieurs parties prenantes du GCRAI pour étudier les possibilités de renforcement de cette collaboration. Dans ce contexte, le FIDA a mené, durant l'année, de nombreuses

actions visant à encourager un changement progressif de paradigme dans la recherche agricole au service du développement vers une approche globale d'une "agriculture à forte intensité de connaissances", faisant appel aux savoirs et à l'expérience des petits agriculteurs pauvres et des scientifiques, considérés comme partenaires au sein de réseaux d'innovation.

Les partenariats avec des organisations intergouvernementales

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Créé en 2001 par l'Organisation de l'unité africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est un cadre stratégique de développement pour ce continent. Puisque le développement de l'agriculture fait partie des priorités essentielles du NEPAD et que ses principes directeurs concordent pour la plupart avec le mandat du FIDA, ce dernier a été désigné comme l'un des protagonistes de la mise en œuvre du programme du NEPAD.

En juin 2004, le FIDA a signé un mémorandum d'accord avec le Secrétariat du NEPAD afin d'établir un cadre de collaboration et de coordination visant à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants africains et à réduire la pauvreté rurale en Afrique. En outre, le Fonds a détaché un conseiller technique principal chargé d'aider le Secrétariat du NEPAD à élaborer des programmes et des projets et à mobiliser des ressources.

Au cours des 12 derniers mois, le FIDA a apporté son concours au NEPAD dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique, un document qui constitue la feuille de route de l'agriculture africaine. Le FIDA a collaboré avec le Secrétariat du NEPAD à la conception et à la mise en œuvre participatives du volet agricole du NEPAD et préconisé la participation plus systématique des ruraux pauvres et de la société civile.

Le suivi de l'harmonisation et de l'alignement

En 2004, le FIDA a continué d'intégrer dans ses activités les normes et les méthodes concourant à l'harmonisation; parallèlement, il en a identifié et diffusé de nouvelles.

Au cours de l'année, le FIDA a participé à la table ronde des banques multilatérales de développement sur l'harmonisation et l'alignement qui s'est tenue en juin à Manille (Philippines), ainsi qu'à la deuxième table ronde internationale consacrée à la gestion axée sur les résultats en matière de développement, qui a eu lieu à Marrakech (Maroc) en février.

Dans le cadre des préparatifs du deuxième Forum de haut niveau pour renforcer ensemble l'efficacité de l'aide, qui se tiendra au début de 2005, le FIDA a participé aux réunions des sous-groupes du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide qui se sont déroulées à Paris en novembre 2004 (notamment l'Équipe de projet sur l'harmonisation et l'alignement et le Groupe conjoint sur la gestion axée sur les résultats de développement).

Le FIDA a également participé aux ateliers régionaux sur l'harmonisation et l'alignement organisés par les banques régionales de développement suivantes:

- la Banque asiatique de développement, à Bangkok (Thaïlande) en octobre;
- la Banque africaine de développement, aux côtés de la Banque mondiale, à Dar-es-Salam (République-Unie de Tanzanie) en novembre;
- la Banque interaméricaine de développement, à Tegucigalpa (Honduras) en novembre.

Ces ateliers rassemblaient des fonctionnaires et des techniciens de pays en développement, des représentants des principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux, des organisations régionales et la société civile.

En 2004, pour coordonner les activités d'harmonisation au sein du Fonds, le FIDA a constitué un groupe de travail interdépartements sur ce thème. En outre, il a participé à l'enquête sur l'harmonisation et l'alignement que le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a réalisée en mai-juin 2004 auprès de la communauté des donateurs et de 14 pays partenaires.

Le groupe de travail sur l'agriculture du POVNET du CAD (OCDE)

Le FIDA est membre du réseau "réduction de la pauvreté" mis en place par le CAD (OCDE); à ce titre, il participe aux travaux de l'Équipe de projet chargée de l'agriculture. Outre leur participation à trois réunions de cette équipe en 2004, les fonctionnaires du FIDA ont apporté des éléments ou formulé des remarques sur un certain nombre de documents. Le FIDA prépare aussi à l'intention de cette équipe un document sur les sciences et techniques.

Les partenariats avec les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales

En 2004, le FIDA a collaboré avec le Third World Network (Réseau tiers monde) afin de mettre en lumière les conséquences de la mondialisation et de la libéralisation des échanges sur les ruraux pauvres: le Fonds lui a octroyé un don qui a permis de financer une série d'études de cas et d'organiser un forum sur le sujet, tenu en marge de la réunion du Conseil des gouverneurs du FIDA de 2004, à l'occasion duquel ont notamment pris la parole des représentants d'ONG, de hauts responsables du Brésil, de l'Indonésie et de la FAO, ainsi que des experts des questions commerciales. Tous les experts avaient participé aux négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'agriculture, et ils ont fait part de leur vision des conséquences de ces négociations sur le développement rural, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Le Président du FIDA a ouvert la séance, qui était présidée par M. Martin Khor, directeur du Third World Network.

Le Forum des politiques du FIDA (voir page 60) a consacré sa session d'octobre, à laquelle participaient des groupements internationaux et nationaux d'exploitants agricoles, aux nouveaux partenariats avec les organisations d'agriculteurs. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger des idées sur la forme et les orientations que pourraient prendre ces partenariats à l'échelon national, régional et mondial. Les débats entre les représentants des agriculteurs et les responsables du FIDA ont essentiellement porté sur deux grandes questions:

- le développement et le renforcement de la participation des organisations de paysans à la formulation des stratégies de pays élaborées par le FIDA, ainsi qu'à la conception et l'exécution des projets et programmes à l'échelon national;
- le renforcement des capacités des organisations d'agriculteurs, afin de leur permettre de participer aux processus de réforme à l'échelon national, régional et international.

En 2004, le FIDA a continué d'apporter une aide théorique et financière à la Campagne Plus et Mieux menée par les ONG, qui appelle à l'accroissement et à l'amélioration du soutien financier et politique en faveur de l'agriculture et du développement rural, considéré comme un préalable indispensable à la réalisation des OMD. Cette initiative fédère les mouvements sociaux, la société civile et les ONG de 20 pays autour d'un noyau de campagnes nationales. Elle est étroitement liée à l'Alliance internationale contre la

faim et milite en faveur de ses objectifs. Les organisations des pays en développement et les campagnes qui y sont menées ont un rôle décisif à jouer dans la définition concrète de l'amélioration de l'aide en faveur de l'agriculture et du développement rural. Elles s'attacheront aussi à améliorer le soutien apporté par les pouvoirs publics de leur pays et par les donateurs, sur le plan quantitatif et qualitatif. Parallèlement, les campagnes menées dans les pays de l'OCDE/les pays donateurs et les organisations présentes dans ces pays chercheront à faire pression sur leurs dirigeants pour qu'ils augmentent le volume et la qualité de l'aide à l'agriculture et au développement rural, les modalités de cette assistance reposant sur les objectifs d'ensemble de la campagne et sur les mesures spécifiques définies à l'échelon national pour servir au mieux ces objectifs.

En 2004, le FIDA a accueilli le Comité international de planification (IPC) des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire, un réseau mondial de la société civile dédié à l'alimentation et l'agriculture créé à l'issue des rencontres de la société civile organisées à l'occasion du Sommet mondial pour l'alimentation de 1996 et du Sommet mondial pour l'alimentation cinq ans après, tenu en 2002. Ce réseau rassemble plus de 50 ONG, organisations de la société civile et mouvements sociaux. Avec le concours du FIDA, le Comité a tenu son assemblée annuelle au siège du Fonds, à Rome; des séances spéciales y ont été organisées à l'intention du personnel du FIDA et des membres de l'IPC afin d'examiner deux domaines d'intérêt commun: le commerce et l'accès aux marchés, ainsi que l'accès aux ressources, en particulier la terre et l'eau.

En juin, le FIDA a organisé et accueilli, avec le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales, une réunion informelle d'interlocuteurs des ONG et de la société civile au sein des organismes des Nations Unies et des organisations internationales. Cette réunion, qui s'est tenue au siège du FIDA, a rassemblé des représentants de 37 organismes de la famille des Nations Unies, multilatéraux ou régionaux, ainsi que plusieurs représentants d'ONG. Les sujets abordés ont été les suivants:

- problèmes, défis et meilleures pratiques à prendre en considération pour collaborer utilement avec la société civile;
- justification par les ONG de l'emploi des fonds qui leur sont confiés;
- conséquences du rapport du Panel de personnalités éminentes chargé par le Secrétaire général d'étudier les relations entre l'ONU et la société civile.

Au cours de l'année écoulée, le Bureau de liaison du FIDA pour l'Amérique du Nord a collaboré étroitement avec un éventail d'ONG établies aux États-Unis d'Amérique qui souscrivent au mandat du Fonds, c'est-à-dire œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté, notamment l'Association pour l'agriculture et le développement rural à l'échelle internationale (AIARD), l'Institut Bread for the World et le Forum mondial sur l'agriculture.

En janvier, le FIDA a parrainé une rencontre organisée par l'AIARD sur le thème du rôle décisif du développement de l'agriculture à l'échelle internationale dans la lutte contre la sous-alimentation et le VIH/sida. Des orateurs représentant les pouvoirs publics, le secteur privé, le monde universitaire et les ONG ont pris la parole devant un parterre de connaisseurs pour souligner l'importance d'une approche intégrée du VIH/sida s'appuyant sur la détermination des ménages et des communautés, en particulier les femmes et les jeunes.

En 2004, comme il l'avait déjà fait à d'autres reprises lors d'années précédentes, le FIDA a apporté son concours à la publication du rapport que l'Institut Bread for the World consacre à la faim, qui propose aux mouvements qui luttent contre ce fléau une analyse fort intéressante. Le rapport publié cette année étudie les solutions adoptées pour éliminer la faim et analyse les progrès hésitants réalisés récemment dans la lutte contre la faim aux États-Unis et dans le monde.

Le Forum mondial sur l'agriculture a été créé en 1997 pour permettre aux représentants d'un large éventail de groupes impliqués dans le développement agricole de débattre des questions cruciales qui concernent l'agriculture. En mai 2004, le FIDA a participé à un congrès régional du Forum, consacré au point de vue des Amériques sur l'avenir du système agroalimentaire. Prenant la parole devant le congrès, le Président du FIDA a appelé l'attention des participants sur le nombre croissant de ruraux pauvres dans la région. Il a souligné combien il importe d'adapter les stratégies d'aide aux communautés rurales en s'inspirant du dynamisme et de la diversité de leurs stratégies de subsistance, et d'être plus attentifs aux liens entre les zones rurales et urbaines.

Les partenariats avec les organismes de l'ONU établis à Rome

L'Alliance internationale contre la faim

En 2004, le FIDA a poursuivi sa collaboration avec l'Alliance internationale contre la faim. Fondée en 2003, celle-ci fédère les organismes établis à Rome qui se consacrent à l'agriculture et au développement rural, à savoir le FIDA, la FAO, le PAM et l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI), ainsi que les principales ONG.

L'Alliance est un partenariat prometteur qui permet de mener une action concertée et coordonnée afin de mobiliser la volonté politique et le soutien financier pour lutter contre la faim et la pauvreté et, par conséquent, réaliser le premier OMD. L'Alliance est importante pour le FIDA pour plusieurs raisons:

- elle associe les objectifs de réduction de la faim et de réduction de la pauvreté;
- elle adopte une démarche centrée sur l'humain;
- elle est disposée à forger des partenariats avec différents types d'organisation représentant les intérêts des pauvres qui souffrent de la faim;
- elle respecte le rôle prépondérant et la responsabilité des pays.

En 2004, le FIDA a contribué:

- à élaborer la stratégie de l'Alliance;
- à préparer des actions de communication sur ses activités;
- à organiser plusieurs événements pour sensibiliser l'opinion sur les buts de l'Alliance et obtenir son soutien en vue de leur réalisation.

Le FIDA a également accordé un financement sous forme de don en faveur de la création du site de l'Alliance et à l'appui de la Campagne Plus et Mieux menée par les ONG. Cette initiative fait connaître l'Alliance et appelle à accroître et améliorer l'appui financier et politique à l'agriculture et au développement rural, considéré comme un préalable indispensable à la réalisation des OMD.

La Journée mondiale de l'alimentation

Chaque année, le 16 octobre, le FIDA participe à la Journée mondiale de l'alimentation, qui commémore la fondation de son organisation sœur, la FAO, en 1945. En 2004, cette Journée était consacrée au thème de la biodiversité au service de la sécurité alimentaire, afin de mettre en lumière le rôle de la biodiversité, qui permet d'assurer aux populations un accès durable à une alimentation de qualité, en quantité suffisante.

En 2004, plusieurs manifestations ont eu lieu pendant la semaine précédant la Journée mondiale de l'alimentation. Aux côtés de la FAO, du PAM et de l'IPGRI, le FIDA a participé à une table ronde organisée par l'Association des ONG italiennes sur le thème de la biodiversité et de la sécurité alimentaire, qui s'est déroulée le 5 octobre à Rome. Le 12 octobre, le FIDA et d'autres membres de l'Alliance internationale contre la faim se sont réunis à l'occasion de l'inauguration d'une exposition conjointe. Le message du FIDA a essentiellement porté sur le rôle clé que joue la biodiversité pour assurer la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres du monde, et sur la contribution que les ruraux pauvres apportent à la protection de la biodiversité. En effet, l'expérience du Fonds montre que les femmes et les peuples autochtones jouent un rôle décisif dans la préservation de la biodiversité; pourtant, leur savoir est souvent ignoré, et les ressources naturelles dont ils assurent la pérennité depuis des millénaires échappent de plus en plus à leur contrôle. Le FIDA œuvre en faveur de l'autonomisation de ces groupes, en les aidant à combiner leurs savoirs traditionnels aux technologies modernes appropriées et à accéder aux marchés afin de vendre des produits qu'ils sont les seuls à produire.

ASPECTS OPÉRATIONNELS



Gestion du portefeuille de projets et programmes

En 2004, le suivi et l'évaluation du portefeuille de projets et programmes ont fait l'objet d'une démarche plus analytique et davantage axée sur les résultats. Cela signifie que les aspects quantitatifs et qualitatifs du portefeuille sont tout d'abord étudiés aux niveaux du projet et du pays par le chargé de programme de pays, qui établit un premier rapport sur le sujet, puis examinés collectivement avec le Président adjoint, Département Gestion des programmes. Les examens des portefeuilles régionaux donnent ensuite lieu à une analyse des questions stratégiques et institutionnelles actuelles et prospectives qui font ultérieurement l'objet d'une synthèse présentée dans un rapport soumis au Président et au Conseil d'administration, le Rapport sur la performance du portefeuille.

Globalement, la taille du portefeuille n'a pas beaucoup varié par rapport à 2003, avec un nombre de projets qui est passé de 195 à 192 en fin d'année (tableau 3). Des efforts ont été faits pour améliorer la performance des projets et des programmes en cours avec l'appui de ressources budgétaires affectées au lancement et à l'exécution des activités, ainsi qu'à la performance accélérée des projets et programmes. D'autre part, des ateliers organisés aux niveaux régional et infrarégional ont permis de traiter de questions à caractère plus générique, telles que le suivi et l'évaluation ou encore la problématique hommes-femmes.

Étant donné l'importance accordée aux effets de levier et aux synergies entre les différentes initiatives du FIDA au sein d'un même pays, la gestion du portefeuille a évolué dans un sens qui privilégie désormais l'articulation entre les programmes.

Supervision des projets et institutions coopérantes

Comme les années précédentes, la supervision de la majorité des projets et programmes financés par le FIDA a été sous-traitée à un certain nombre d'institutions coopérantes. Au total, 14 projets ont été directement supervisés par le FIDA en 2004, dans le cadre du programme pilote de supervision directe, mais en fin d'année, 178 projets en cours étaient encore placés sous la supervision d'institutions coopérantes. Sur ce chiffre, 117 (environ 66%) avaient été confiés au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et 61 à d'autres institutions (tableau 4). À la fin de l'exercice, deux des projets supervisés directement par le FIDA étaient achevés.

L'évaluation à l'échelle institutionnelle des *Modalités de supervision dans les projets appuyés par le FIDA* (réalisée par les services indépendants du Bureau de l'évaluation du FIDA) a été publiée en 2004. L'une de ses principales conclusions appelle l'attention sur la nécessité de mettre au point une nouvelle politique de supervision qui fasse notamment la distinction entre les fonctions obligatoires, comme l'administration des prêts, et les activités d'appui à l'exécution qui visent à renforcer la pérennité des programmes et leur impact sur la pauvreté. Les conclusions de ce travail et de l'évaluation de la supervision directe qui va bientôt avoir lieu seront prises en compte, ainsi que les recommandations de l'Évaluation externe indépendante du FIDA (voir page 45), pour la mise au point de la nouvelle politique du FIDA en ce qui concerne la supervision et les relations à l'égard des institutions coopérantes. Cette nouvelle approche, qui devrait être adoptée au début de 2006, a pour but:

- de rationaliser le choix des institutions coopérantes;
- de mieux définir le lien entre la supervision et l'appui à l'exécution;
- d'explicitier la relation entre les interventions des institutions coopérantes et les initiatives du FIDA en matière de présence sur le terrain;
- de renforcer les processus et arrangements liés à la supervision.

Évolution du portefeuille de projets et programmes et des prêts

En 2004, 25 nouveaux projets et programmes ont été approuvés et financés par des prêts du FIDA d'un montant de 433,4 millions de USD (voir tableau 1). Leur coût total est estimé à 928,8 millions de USD, dont 176,2 millions seront apportés par des financeurs extérieurs et 316,1 millions par des financeurs des pays bénéficiaires – principalement les gouvernements. Au stade de pleine exécution, ces projets devraient profiter directement à plus de 10 millions de personnes.

Des dons d'un montant de 33,3 millions de USD ont également été approuvés en 2004 (tableau 6).

TABLEAU 3
Portefeuille de projets et programmes du FIDA par région
(à la fin décembre 2004)

	Nombre de projets et programmes	Investissement FIDA ^a (en millions de USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	39	471,2
Afrique orientale et australe	43	650,8
Asie et Pacifique	39	697,9
Amérique latine et Caraïbes	33	485,7
Afrique du Nord et Proche-Orient ^b	38	516,9
Total	192	2 822,3

^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation, y compris les dons au titre de composantes de projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

TABLEAU 4
Institutions coopérantes du FIDA chargées d'administrer des prêts et de superviser des projets et programmes
Programme ordinaire et Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA)^a

Institutions coopérantes	Projets et programmes fin 2002		Projets et programmes fin 2003		Projets et programmes fin 2004	
	Effectifs ^b					
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
BAfD	2	1,1	3	1,6	1	0,6
SAD	13	7,0	14	7,7	12	6,7
FADES	11	5,9	9	4,9	8	4,5
BAsD	4	2,2	4	2,2	2	1,1
Banque de développement des Caraïbes	5	2,7	4	2,2	3	1,7
BCIE	4	2,2	3	1,6	4	2,2
UNOPS	112	60,5	111	61,0	117	65,7
BOAD	10	5,4	10	5,5	8	4,5
Banque mondiale	24	13,0	24	13,2	23	12,9
Total^c	185	100,0	182	100,0	178	100,0

^a L'année de référence est celle de l'entrée en vigueur du prêt. Les chiffres portent sur les projets et programmes approuvés en cours d'exécution pendant la période d'un an concernée.

^b Les projets et programmes peuvent changer d'institutions coopérantes. Le tableau indique le nombre d'institutions coopérantes à la fin 2004, pour les projets et programmes effectifs en 2002, 2003 et 2004.

^c À l'exclusion des projets et programmes supervisés ou administrés directement par le FIDA.

TABLEAU 5
Projets et programmes du FIDA par région, 1978-2004^a
(montants en millions de USD)

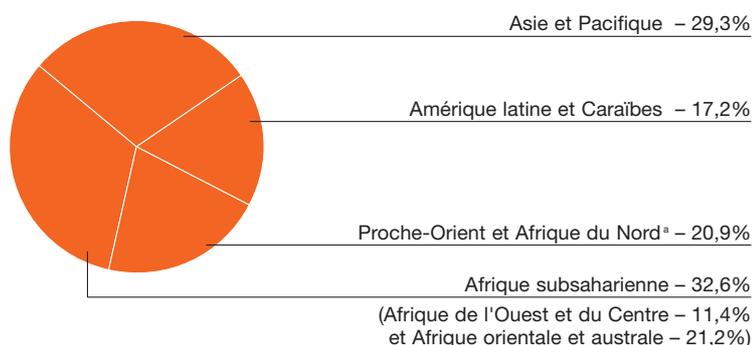
	1978-1983	1984-1993	1994-2003	2004	%	1978-2004	%
Afrique de l'Ouest et du Centre							
Montant total	234,2	512,9	692,9	49,8	11,4	1 489,8	17,5
Nombre de projets et programmes	24	61	60	4		149	
Emprunteurs bénéficiaires						24	
Afrique orientale et australe							
Montant total ^b	254,2	434,8	742,8	92,5	21,2	1 524,3	17,9
Nombre de projets et programmes	22	42	56	5		125	
Emprunteurs bénéficiaires						20	
Asie et Pacifique							
Montant total	760,3	661,7	1 151,9	127,9	29,3	2 701,8	31,7
Nombre de projets et programmes	41	54	67	6		168	
Emprunteurs bénéficiaires						21	
Amérique latine et Caraïbes							
Montant total	269,8	353,1	672,5	75,0	17,2	1 370,3	16,1
Nombre de projets et programmes	28	38	48	4		118	
Emprunteurs bénéficiaires						28	
Afrique du Nord et Proche-Orient^c							
Montant total ^b	293,6	368,0	681,2	91,2	20,9	1 434,0	16,8
Nombre de projets et programmes	22	37	51	6		116	
Emprunteurs bénéficiaires						22	
Financement total du FIDA	1 812,1	2 330,4	3 941,3	436,5	100,0	8 520,3	100,0
Nombre total de projets et programmes	137	232	282	25		676	
Total emprunteurs bénéficiaires						115	

^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation, y compris les montants relatifs aux projets et programmes incluant les dons au titre de composantes de projet. Les dons non destinés à des projets ou programmes ne sont pas inclus dans le tableau. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Y compris les projets et programmes intégralement financés par des dons.

^c Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

GRAPHIQUE 1
Répartition par région des prêts du FIDA approuvés en 2004



^a La région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe centrale et d'Asie centrale.

TABEAU 6
Récapitulation du financement du FIDA sous forme de dons, 1978-2004^a
(montants en millions de USD)

	1978-2003	%	2004	%
Projets et composantes de projet^b				
Montant	32,4	7,0	3,1	9,3
Nombre de dons	40		6	
Préparation de projets/ fonds d'élaboration des projets^{c, d}				
Montant	89,4	19,3	0,0	–
Nombre de dons	621		0	–
Recherche				
Recherche GCRAI				
Montant	115,6	67,0	0,0	–
Nombre de dons	143		0	–
Recherche non GCRAI				
Montant	56,9	33,0	0,0	–
Nombre de dons	73		0	–
Montant total des dons de recherche	172,5	37,3	0,0	–
Nombre total des dons de recherche	216		0	–
Formation et autres				
Montant	127,7	27,6	0,0	–
Nombre de dons	329		0	–
Mécanisme spécial d'intervention^d				
Montant	18,1	3,9	0,0	–
Nombre de dons	185		0	–
Évaluation environnementale^d				
Montant	4,2	0,9	0,0	–
Nombre de dons	52		0	–
Programme de coopération élargie FIDA/ONG				
Montant	18,7	4,0	0,0	–
Nombre de dons	275		0	–
Dons mondiaux/régionaux				
Montant			23,9	71,7
Nombre de dons			48	
Dons à des pays spécifiques^e				
Montant			6,3	19,0
Nombre de dons			33	
Montant total	463,0	100,0	33,3	100,0
Nombre total de dons	1 718		87	

^a La politique adoptée en décembre 2003 concernant les dons ne prévoit que deux rubriques: les dons mondiaux/régionaux et les dons à des pays spécifiques. Le rapport de 2004 a été établi sur cette base.

^b Les dons destinés à des composantes de projet n'apparaissent pas à la rubrique dons à des pays spécifiques afin d'éviter les doubles comptages.

^c Le fonds d'élaboration des projets a été établi en 1995 pour couvrir les coûts de la formulation de projet. Auparavant, une partie de ces coûts était financée par des dons alloués à la préparation.

^d Depuis 2002, ces dons relèvent du mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP).

^e À l'exclusion des montants relatifs aux activités financées au titre du MFDP.

Depuis le début des opérations en 1978, le FIDA a financé 676 projets et programmes dans 114 pays ainsi qu'à Gaza et en Cisjordanie pour un montant total de 8 520,3 millions de USD. Les gouvernements et les autres sources de financement dans les pays bénéficiaires, y compris les particuliers et les ménages participant aux projets, ont contribué pour 8 376,5 millions de USD, et 6 841,3 millions de USD ont été apportés par des cofinanceurs extérieurs, dont 1 144,6 millions par des donateurs bilatéraux, 5 406,5 millions par des donateurs multilatéraux et 23,6 millions par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et du Nord. Les financements au titre de paniers de ressources ou de mécanismes similaires ont représenté environ 72,7 millions de USD, et le secteur privé a apporté 7,2 millions de USD. Le cofinancement par des sources non encore confirmées a représenté 186,7 millions de USD.

Prêts par région⁶ et prêts aux pays prioritaires

En 2004, c'est encore une fois l'Afrique qui a bénéficié de la majeure partie des nouveaux prêts: l'Afrique subsaharienne a ainsi reçu 32,6% des prêts approuvés en 2004, dont 11,4% pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et 21,2% pour l'Afrique orientale et australe (tableau 5 et graphique 1).

Ces deux régions administratives d'Afrique subsaharienne ont reçu à peu près la même part des prêts du FIDA depuis le début, soit 17,5% pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et 17,9% pour l'Afrique orientale et australe.

La part des prêts destinée à la région Asie et Pacifique a légèrement progressé en 2004 par rapport aux années précédentes, pour atteindre 29,3% du total. La part de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est établie à 17,2% et celle de la région Proche-Orient et Afrique du Nord à 20,9%.

Le FIDA continue de privilégier l'assistance aux pays les moins avancés et aux pays à la sécurité alimentaire fragile. Sur le total des prêts accordés en 2004, 61,9% ont été destinés à des pays connaissant un déficit vivrier – tel que défini par la FAO – et 38,1% à des pays définis par l'ONU comme appartenant à la catégorie des pays les moins avancés (tableau 7 et graphique 2).

Répartition en fonction des conditions de prêt⁷

Le FIDA accorde essentiellement des prêts à des conditions particulièrement favorables⁸. En 2004, ceux-ci ont représenté 80,7% du montant total des prêts accordés. Le solde consiste en prêts accordés à des conditions intermédiaires (9,3%) et ordinaires (10%) (graphique 3).

Par rapport au portefeuille global, les prêts à des conditions particulièrement favorables représentent maintenant près de 71,2%, soit plus des deux tiers prévus dans les *Principes et critères du FIDA en matière de prêts* (tableau 8).

En ce qui concerne la répartition géographique, 92,5% des prêts du FIDA accordés à l'Afrique et 82,1% de ceux consentis à la région Asie et Pacifique sont assortis de conditions particulièrement favorables (tableau 9). En Amérique latine et Caraïbes, ainsi qu'au Proche-Orient et Afrique du Nord, où les pays emprunteurs ont en moyenne un revenu relativement plus élevé, les prêts sont généralement accordés à des conditions moins favorables, ceux accordés à des conditions particulièrement favorables représentant respectivement 23,2% et 51,9% du total.

Décaissements

En 2004, les décaissements du FIDA au titre des prêts ont atteint le chiffre record de 311,4 millions de USD. Le montant cumulé des décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire a atteint 4 906,5 millions de USD (74,4% des engagements) à la fin de 2004, contre 4 595,8 millions de USD (73,2% des engagements) à la fin de 2003 (tableaux 10 et 11).

Cofinancement des projets et programmes du FIDA

La totalité des 25 projets et programmes approuvés en 2004 ont été conçus et dus à l'initiative du FIDA (tableau 12). Sur ce nombre, 13 bénéficieront de cofinancements extérieurs pour un montant de 176,2 millions de USD (27,9% de leurs coûts) auxquels s'ajouteront des contributions nationales – apportées par les gouvernements bénéficiaires ou d'autres sources

6/ Voir pages 16, 20, 24, 29 et 33 pour la liste des pays par région administrative.

7/ Ces conditions sont celles accordées par le FIDA aux pays emprunteurs et n'ont aucun rapport avec les conditions et modalités régissant les lignes de crédit qu'offrent ces projets et programmes.

8/ Le FIDA accorde des prêts selon trois types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêts mais commission de service de 0,75% et remboursement sur 40 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt annuel équivalant à 50% du taux d'intérêt des prêts accordés par la BIRD et remboursement sur 20 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt égal à celui appliqué par la BIRD et remboursement sur 15 à 18 ans).

TABLEAU 7
Récapitulation des prêts du FIDA afférents à des projets et programmes dans les pays prioritaires, 1978-2004
(montants en millions de USD)

	1978-1983	%	1984-1993	%	1994-2003	%	2004	%	1978-2004	%	Nombre de pays ^e			
											appartenant au groupe concerné	membres du FIDA	bénéficiant de projets du FIDA	
Pays les moins avancés^a														
Montant ^b	696,9	32,1	981,1	34,9	1 488,3	32,3	200,7	38,1	3 367,1	33,3	50	47	44	
Nombre de projets et programmes	65		116		120		12		313					
Pays à faible revenu et à déficit vivrier^c														
Montant ^b	1 475,7	67,9	1 831,0	65,1	3 118,1	67,7	325,9	61,9	6 750,7	66,7	84	78	74	
Nombre de projets et programmes	108		182		219		19		528					
Ensemble des projets et programmes du FIDA^d	2 172,5		2 812,1		4 606,4		526,7		10 117,7					
Nombre total de projets et programmes	173		298		339		31		841					

^a L'Organisation des Nations Unies a classé les pays comme étant "les moins avancés" sur la base des critères suivants: faible revenu, faible taux d'alphabétisation et faible part des produits manufacturés dans la production totale. En 2004, 50 pays appartenait à cette catégorie: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

N.B. Kiribati, Tuvalu et Vanuatu ne sont pas membres du FIDA.

^b Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation, y compris les dons au titre de composantes de projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

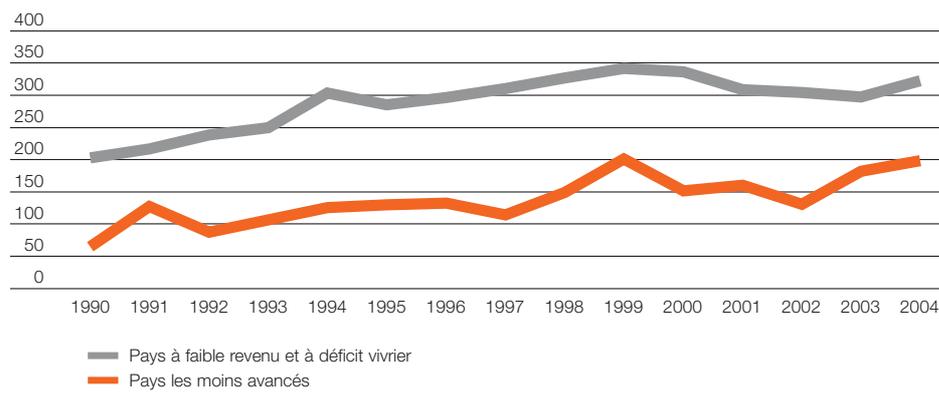
^c La FAO a reconnu 84 pays à faible revenu et à déficit vivrier: Afghanistan, Albanie, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Géorgie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tonga, Turkménistan, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie et Zimbabwé.

Le Bélarus, Kiribati, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, Tuvalu et Vanuatu ne sont pas membres du FIDA.

^d À l'exclusion des projets et programmes intégralement annulés ou supprimés.

^e Tous les pays les moins avancés, sauf le Myanmar, sont également des pays à faible revenu et à déficit vivrier, d'où certains chevauchements dans les totaux.

GRAPHIQUE 2
Prêts du FIDA aux pays prioritaires, 1990-2004
(montants en millions de USD)



locales – pour un montant de 203,6 millions de USD, soit 34,4% du coût. Les 12 autres projets ont été financés par le Fonds pour un montant de 223,6 millions de USD (66,5%) et par des sources locales pour un montant de 112,5 millions de USD (33,5%).

La majeure partie des 2 611,0 millions de USD apportés au cours des années par des cofinanceurs extérieurs pour les projets dus à l'initiative du FIDA proviennent de donateurs multilatéraux (71,2%), suivis par les donateurs bilatéraux (20,3%) (graphique 4). Pour leur part, les organisations non gouvernementales ont apporté 13,6 millions de USD (0,5%).

Les principaux cofinanceurs multilatéraux des projets dus à l'initiative du FIDA au cours des années ont été la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) (du groupe de la Banque mondiale) avec 259,9 millions de USD, le Fonds de l'OPEP (244,4 millions de USD), le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) (236,1 millions de USD) et le PAM (185,4 millions de USD) (graphique 5). À eux quatre, ils représentent pratiquement 50% du total du cofinancement multilatéral qui s'élève à 1 859,2 millions de USD.

TABLEAU 8
Récapitulation des prêts du FIDA en fonction des conditions de prêts, 1978-2004^a
(montants en millions de USD)

	1978-1983	%	1984-1993	%	1994-2003	%	2004	%	1978-2004	%
Particulièrement favorables										
Montant	1 204,8	66,9	1 454,0	62,8	3 030,6	77,1	350,0	80,7	6 039,4	71,2
Nombre de prêts	90		159		224		20		493	
Intermédiaires										
Montant	498,0	27,7	549,9	23,7	499,0	12,7	40,2	9,3	1 587,2	18,7
Nombre de prêts	41		52		35		3		131	
Ordinaires										
Montant	96,8	5,4	313,0	13,5	402,3	10,2	43,2	10,0	855,2	10,1
Nombre de prêts	7		28		27		2		64	
Montant total	1 799,7	100,0	2 316,9	100,0	3 931,8	100,0	433,4	100,0	8 481,8	100,0
Nombre total de prêts^b	138		239		286		25		688	

^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^b Un projet ou programme peut être financé par plus d'un prêt ou par un don. Le nombre de prêts peut donc différer de celui des projets ou programmes figurant dans d'autres tableaux.

TABLEAU 9
Récapitulation des prêts par région et par conditions de prêt, 1978-2004^a
(montants en millions de USD)

	Afrique subsaharienne		Asie et Pacifique		Amérique latine et Caraïbes		Proche-Orient et Afrique du Nord ^d		Total	%
		%		%		%		%		%
Particulièrement favorables										
Montant	2 769,4	92,5	2 212,8	82,1	317,7	23,2	739,5	51,9	6 039,4	71,2
Pourcentage	45,9		36,6		5,3		12,2		100,0	
Nombre de prêts	261		139		27		66		493	
Intermédiaires										
Montant	208,1	7,0	482,6	17,9	446,9	32,7	449,5	31,6	1 587,2	18,7
Pourcentage	13,1		30,4		28,2		28,3		100,0	
Nombre de prêts	21		30		48		32		131	
Ordinaires										
Montant	16,7	0,5	0,0	0,0	603,1	44,1	235,5	16,5	855,2	10,1
Pourcentage	2,0		0,0		70,5		27,5		100,0	
Nombre de prêts	3				43		18		64	
Montant total	2 994,2	100,0	2 695,4	100,0	1 367,7	100,0	1 424,5	100,0	8 481,8	100,0
Pourcentage du montant total des prêts du FIDA	35,3		31,8		16,1		16,8		100,0	
Nombre total de prêts^b	285		169		118		116		688	

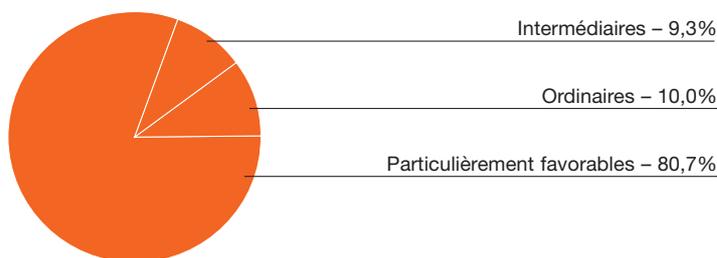
^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^b Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

^c Un projet ou programme peut être financé par plus d'un prêt ou par un don. Le nombre de prêts peut donc différer de celui des projets ou programmes figurant dans d'autres tableaux.

GRAPHIQUE 3

Prêts du FIDA approuvés en 2004 par conditions d'octroi^a



^a Les pourcentages se rapportent à la valeur des prêts.

TABLEAU 10

Montant annuel des décaissements de prêts par région au titre du Programme ordinaire, 1979-2004^a
(montants en millions de USD)

	1979-1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	1979-2004
Afrique de l'Ouest et du Centre	292,5	26,0	25,8	27,8	34,2	34,2	30,4	36,0	33,0	34,5	48,6	61,4	684,4
Afrique orientale et australe	321,7	25,0	27,2	28,9	24,9	37,9	30,7	40,2	54,1	46,9	55,4	70,2	762,9
Asie et Pacifique	887,2	55,5	62,7	88,4	94,8	95,7	86,2	83,0	97,9	86,1	78,7	73,1	1 789,4
Amérique latine et Caraïbes	306,7	30,7	29,7	35,7	45,3	50,4	53,2	51,0	63,1	51,4	47,0	49,1	812,9
Proche-Orient et Afrique du Nord^b	357,2	25,7	19,5	38,9	28,9	55,5	70,2	59,7	43,2	44,5	56,1	57,6	856,9
Total^c	2 165,3	163,0	164,9	219,7	228,2	273,7	270,7	269,8	291,3	263,4	285,8	311,4	4 906,5

Source: système prêts et dons.

^a Les décaissements ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^b Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 11

Décaissement des prêts par région et par conditions d'octroi au titre du Programme ordinaire, 1979-2004
(montants en millions de USD)

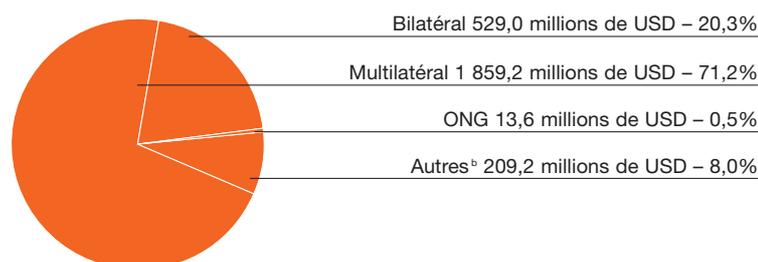
	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre				
Montant	611,8	60,3	12,3	684,4
Pourcentage de l'engagement effectif	69,0%	100,0%	100,0%	70,5%
Afrique orientale et australe				
Montant	688,4	73,3	1,2	762,9
Pourcentage de l'engagement effectif	65,7%	76,9%	100,0%	68,3%
Asie et Pacifique				
Montant	1 421,0	368,4	0,0	1 789,4
Pourcentage de l'engagement effectif	77,1%	98,6%	0,0%	80,0%
Amérique latine et Caraïbes				
Montant	178,3	334,2	300,4	812,9
Pourcentage de l'engagement effectif	59,6%	90,7%	67,0%	69,7%
Proche-Orient et Afrique du Nord^a				
Montant	445,7	258,4	152,8	856,9
Pourcentage de l'engagement effectif	74,7%	68,3%	81,3%	71,8%
Total	3 345,2	1 094,6	466,7	4 906,5
Pourcentage total de l'engagement effectif	71,6%	85,8%	71,9%	74,4%

Source: système prêts et dons.

^a Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

L'Allemagne est le principal donateur bilatéral avec 81,6 millions de USD, suivie par le Royaume-Uni avec 74,1 millions de USD et les Pays-Bas avec 71,0 millions de USD. Ces chiffres représentent respectivement 15,4%, 14,0% et 13,4% du total du cofinancement bilatéral des projets dus à l'initiative du FIDA, d'un montant de 529,0 millions de USD (graphique 6).

GRAPHIQUE 4
Cofinancement des projets et des programmes dus à l'initiative du FIDA, 1978-2004^a



^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation. Comprend les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^b La catégorie "autres" comprend les "paniers de fonds" et autres arrangements de financement, les fonds provenant du secteur privé et des financements non encore confirmés par approbation du Conseil d'administration.

TABLEAU 12
Cofinancement des projets et programmes du FIDA, 1978-2004
(montants en millions de USD)

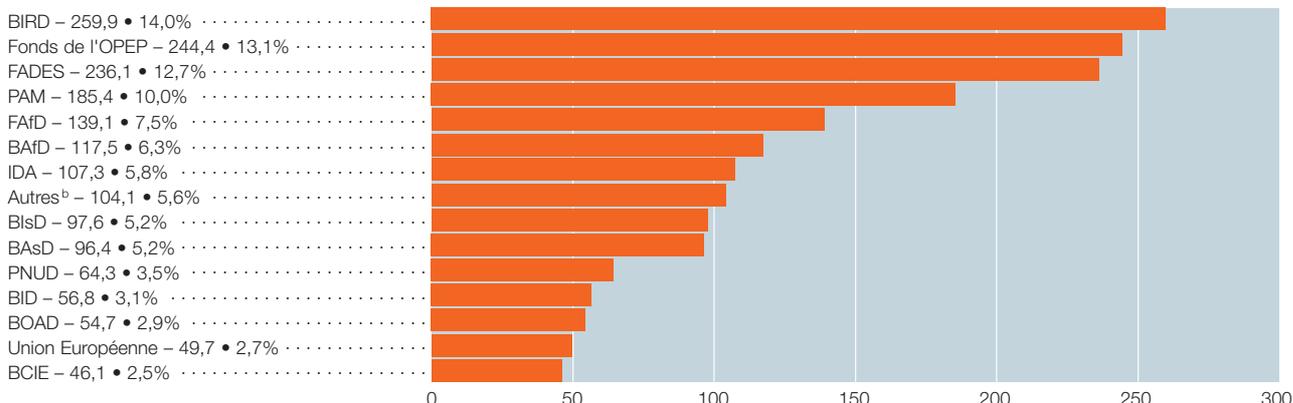
	1978-1983	%	1984-1993	%	1994-2003	%	2004	%	1978-2004	%
Projets et programmes dus à l'initiative des institutions coopérantes										
FIDA ^a	866,4	14,8	222,9	14,9	386,5	19,2	0		1 475,8	15,8
Cofinancement ^b	2 218,8	37,9	855,6	57,3	1 155,8	57,5	0		4 230,3	45,2
Contribution nationale	2 772,5	47,3	414,0	27,7	467,3	23,3	0		3 653,8	39,0
Total	5 857,7	100,0	1 492,5	100,0	2 009,6	100,0	0		9 359,9	100,0
Nombre de projets et programmes	69		33		34				136	
Projets et programmes dus à l'initiative du FIDA et cofinancés										
FIDA ^a	283,9	42,7	1 440,1	40,1	2 221,5	45,6	212,8	35,9	4 158,4	42,8
Cofinancement ^b	205,0	30,9	1 055,4	29,4	1 174,3	24,1	176,2	29,7	2 611,0	26,9
Contribution nationale	175,3	26,4	1 092,6	30,5	1 480,7	30,4	203,6	34,4	2 952,3	30,4
Total	664,3	100,0	3 588,1	100,0	4 876,5	100,0	592,7	100,0	9 721,6	100,0
Nombre de projets et programmes	27		141		159		13		340	
Projets et programmes dus à l'initiative du FIDA et exclusivement financés par lui										
FIDA ^a	661,7	59,4	667,4	59,9	1 333,3	63,7	223,6	66,5	2 886,1	62,0
Contribution nationale	451,4	40,6	447,0	40,1	759,5	36,3	112,5	33,5	1 770,4	38,0
Total	1 113,1	100,0	1 114,4	100,0	2 092,9	100,0	336,1	100,0	4 656,5	100,0
Nombre de projets et programmes	41		58		89		12		200	
Tous types de projets et programmes										
FIDA	1 812,1	23,7	2 330,4	37,6	3 941,3	43,9	436,5	47,0	8 520,3	35,9
Cofinancement	2 423,9	31,7	1 911,0	30,8	2 330,1	26,0	176,2	19,0	6 841,3	28,8
Contribution nationale	3 399,2	44,5	1 953,6	31,5	2 707,6	30,2	316,1	34,0	8 376,5	35,3
Total	7 635,1	100,0	6 195,1	100,0	8 979,0	100,0	928,8	100,0	23 738,0	100,0
Nombre de projets et programmes	137		232		282		25		676	

^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation, y compris des montants relatifs aux projets et programmes incluant les dons au titre de composantes de projet et de programme. Les dons non destinés à des projets ou programmes ne sont pas inclus dans le tableau. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Y compris les cofinancements non encore confirmés par approbation du Conseil d'administration mais dont le financement est assuré.

GRAPHIQUE 5

Cofinancement, par des donateurs multilatéraux, de projets et programmes dus à l'initiative du FIDA, 1978-2004^a
(montants en millions de USD)

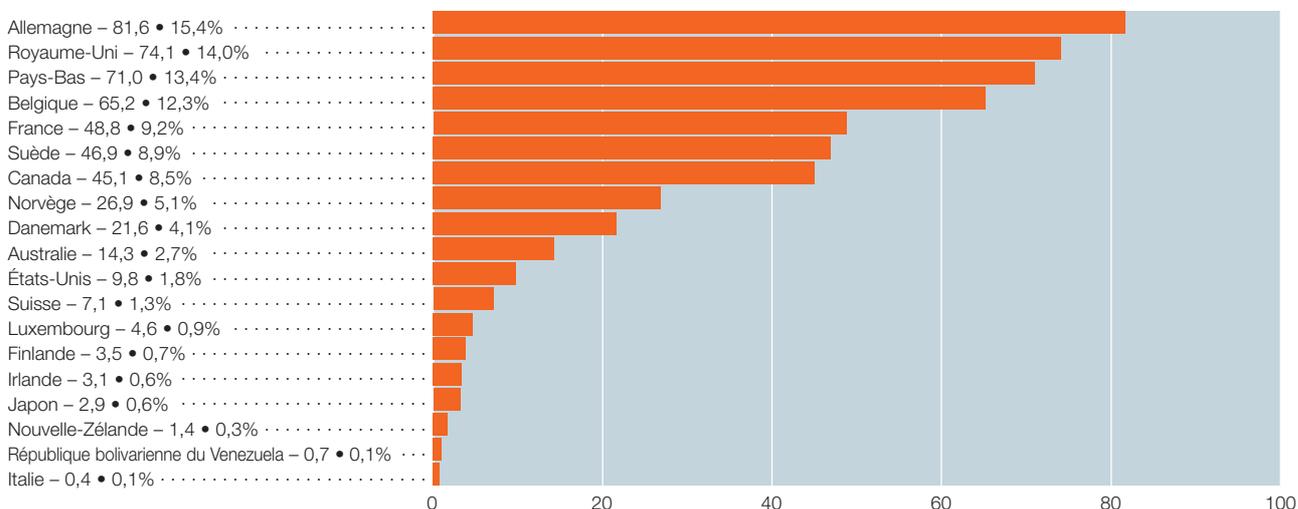


^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Comprend les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le cofinancement multilatéral total, soit 1 859,2 millions de USD. La participation multilatérale aux "paniers de fonds" et autres arrangements de financement n'est pas prise en compte.

^b Les autres cofinanceurs sont notamment les suivants: Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricoles (AAAID), Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Africa Fund, Société andine de développement (SAD), Banque de développement des Caraïbes (BDC), FAO, FEM, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

GRAPHIQUE 6

Cofinancement, par des États membres donateurs (bilatéraux), de projets et programmes dus à l'initiative du FIDA, 1978-2004^a
(montants en millions de USD)



^a Montants figurant dans les rapports du Président au moment de l'approbation. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Comprend les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, soit 529,0 millions de USD. La participation bilatérale aux "paniers de fonds" et autres arrangements de financement n'est pas prise en compte.

RÉSUMÉ DES PROJETS, PROGRAMMES ET DONNS POUR 2004





Nombre de projets et programmes par région et par pays (fin 2004)

192 projets
85 pays et
Gaza et Cisjordanie

**Afrique de l'Ouest
et du Centre**
39 projets
16 pays

Afrique orientale et australe
43 projets
16 pays

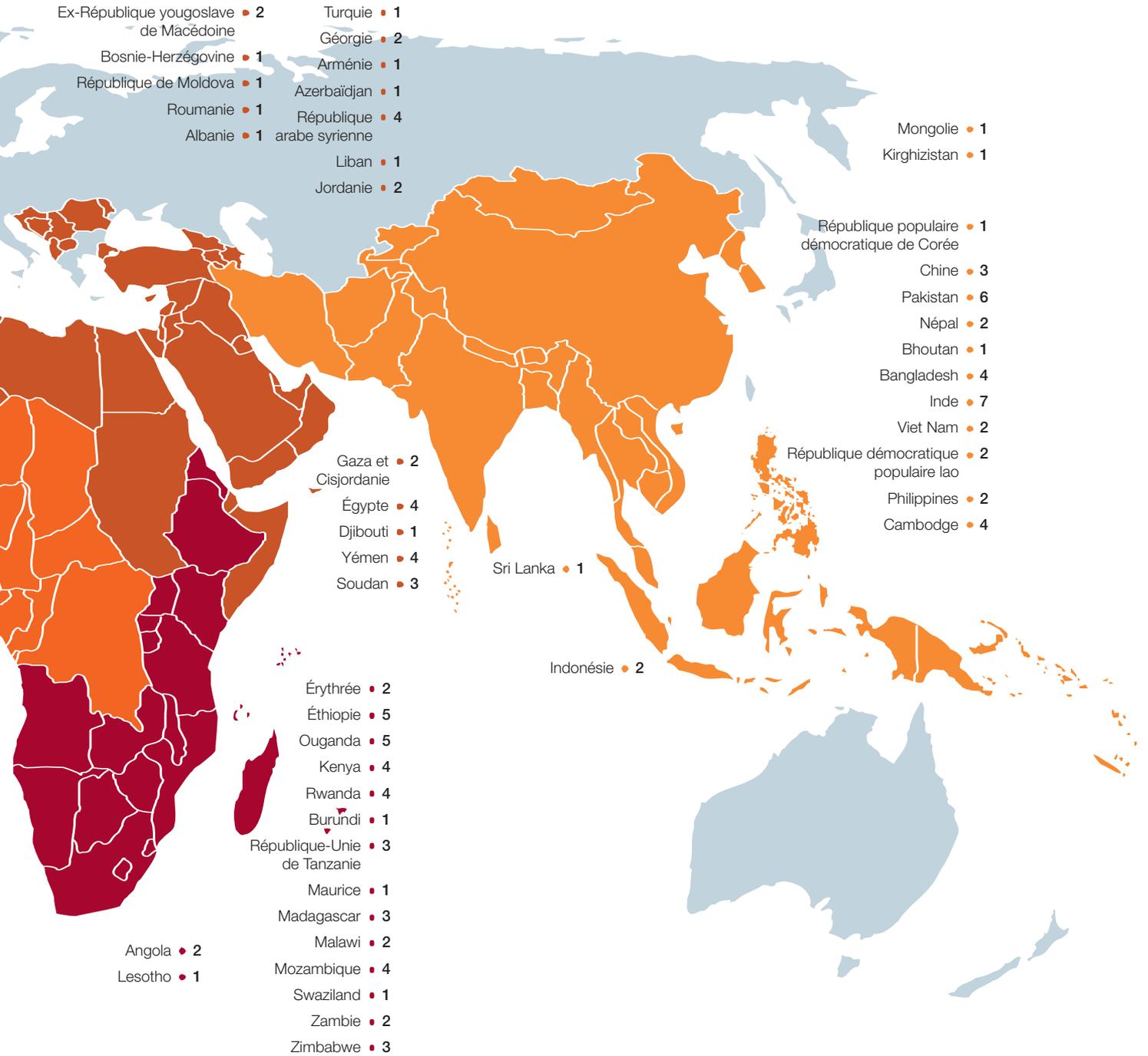


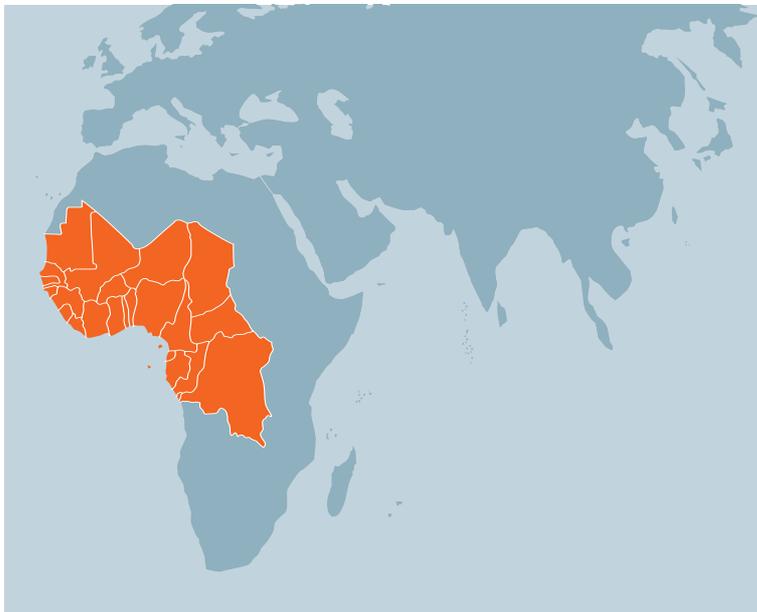
Note: sauf projets achevés ou non encore en vigueur à la fin 2004.

Asie et Pacifique
39 projets
15 pays

Amérique latine et Caraïbes
33 projets
19 pays

Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants
38 projets
19 pays et Gaza et Cisjordanie





Projets et programmes

Afrique de l'Ouest et du Centre

Burkina Faso

Programme de développement rural durable

Ce programme participe à l'action de lutte contre la pauvreté. Il entend notamment:

- renforcer les capacités des groupements villageois et de leurs institutions, pour qu'ils gèrent plus rationnellement les ressources productives de leurs terres;
- renverser la tendance à la dégradation des terres, qu'elles soient cultivées ou non, moyennant le développement des bassins versants et des réseaux d'irrigation;
- accroître les revenus des ruraux pauvres ciblés en augmentant la production et la productivité du secteur agricole;
- améliorer les conditions de vie des groupes cibles en leur rendant plus accessibles les services sociaux essentiels et les marchés.

Dans le contexte de la décentralisation, le programme est novateur dans la mesure où il s'attaque à des problèmes liés à la production ainsi qu'à la protection et à la régénération des ressources naturelles et du capital productif (eau, terre et végétation). Le groupe cible comprend environ 440 000 bénéficiaires. Le programme aura un impact direct sur les petits exploitants agricoles, les migrants sans terre, les femmes et les jeunes.

Montant du prêt: 10,7 millions de DTS (soit environ 16,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: estimé à 38,3 millions de USD, dont 3,0 millions de USD seront fournis par les bénéficiaires, 3,8 millions de USD par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), 6,1 millions de USD par le FEM, 2,9 millions de USD par le Fonds de l'OPEP et 6,4 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: BOAD

Congo

Projet de développement rural dans les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette ouest

Ce projet entend améliorer durablement les revenus, la sécurité alimentaire et les conditions de vie de la population ciblée. Il va à cette fin:

- faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés et aux zones de production;
- renforcer les capacités des organisations locales et des groupes d'intérêt économique;
- intensifier et diversifier la production de l'agriculture et de la pêche;
- rendre les services financiers plus accessibles aux petits exploitants.

Le projet veillera à ce que les petits exploitants aient accès aux intrants nécessaires pour accroître leur production. Il portera sur la remise en état de l'infrastructure rurale afin de rendre les marchés plus accessibles aux exploitants agricoles et aux pêcheurs, qui pourront ainsi accroître leurs revenus. Il renforcera également les capacités de la population rurale pauvre, notamment des femmes et des jeunes. Environ 300 000 personnes (50 000 ménages) bénéficieront directement du projet.

Montant du prêt: 8,1 millions de DTS (soit environ 11,9 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 15,2 millions de USD, les bénéficiaires fournissant 137 000 USD et le gouvernement, 3,1 millions de USD.

Institution coopérante: UNOPS.

République démocratique du Congo

Programme de relance agricole dans la province de l'Équateur

Le programme a pour objet global d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ruraux pauvres. Ses objectifs sont notamment les suivants:

- remettre en état et développer l'infrastructure productive du secteur agricole, fournir aux exploitants un accès équitable et durable aux marchés et accroître les revenus agricoles;
- remettre en état et développer l'infrastructure productive du secteur de la pêche, fournir aux pêcheurs un accès équitable et durable aux marchés et accroître leurs revenus;
- rétablir et améliorer l'accès des communautés aux services sociaux essentiels.

Une attention spéciale sera portée aux problèmes de développement des populations rurales les plus démunies – en particulier les veuves, les pygmées et les autres groupes vulnérables.

Le programme recourra à la méthodologie du renforcement des moyens de subsistance durables pour venir en aide aux bénéficiaires, améliorer leurs conditions de vie et reconstruire les structures et filières nécessaires pour leur fournir des biens et des services.

Montant du prêt: 10,0 millions de DTS (soit environ 14,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 22,6 millions de USD, les bénéficiaires fournissant 414 000 USD, le FBS, 6,0 millions de USD et le gouvernement, 1,4 millions de USD.

Institution coopérante: UNOPS

Gambie

Projet de gestion intégrée participative des bassins versants

Ce projet a pour objet de donner aux communautés rurales pauvres les moyens d'action requis pour entreprendre durablement des activités de gestion intégrée des bassins versants qui amélioreront leurs moyens de subsistance et assureront la protection des ressources naturelles. Il entend:

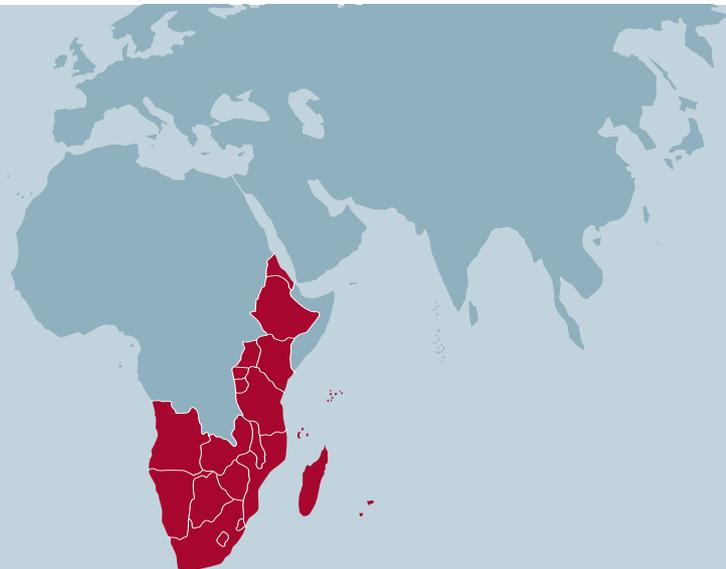
- renforcer les capacités des communautés rurales et des prestataires de services pour qu'ils puissent planifier et mettre en œuvre durablement des activités de mise en valeur des bassins versants;
- fournir les ressources qui permettront aux communautés locales d'exécuter leurs activités de mise en valeur des bassins versants.

Le projet donnera aux communautés les moyens d'améliorer leur capacité de production et de résoudre les problèmes de dégradation des terres à long terme en lançant une série d'activités coordonnées. Il développera ensuite la capacité des prestataires de services pour soutenir de façon dynamique le renforcement des capacités au sein des communautés rurales, pour que les groupes locaux puissent assurer la planification, l'exécution, le suivi et le maintien des améliorations de leurs moyens de subsistance et la gestion durable des ressources naturelles dont ils dépendent. Les aspects transversaux que sont le développement et l'autonomisation des groupes de femmes et de jeunes seront pris en compte dans toutes les activités.

Montant du prêt: 4,9 millions de DTS (soit environ 7,1 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 17,5 millions de USD, la contribution des bénéficiaires s'élevant à 1,7 million de USD, celle de la Banque africaine de développement (BAfD) à 7,1 millions de USD et celle du gouvernement à 1,7 million de USD.

Institution coopérante: BAfD.



Afrique orientale et australe

Burundi

Programme transitoire de reconstruction après-conflit

Le programme entend reconstituer les moyens de subsistance en milieu rural, reconstruire le capital social et aider les personnes pauvres et vulnérables à parvenir à la sécurité alimentaire et à retrouver leur dignité humaine. Il bénéficiera en premier lieu à 74 000 ménages ruraux vulnérables.

Les avantages tirés du programme seront notamment les suivants:

- développement communautaire: réconciliation et transition et développement mis en œuvre sur un mode participatif;
- soutien juridique: formation dispensée à 45 800 citoyens concernant leurs droits et leurs responsabilités, règlement des différends civils, fonds fournis pour porter 750 affaires devant les instances supérieures si nécessaire;
- reconstitution des moyens de subsistance des femmes rurales: amélioration de la santé par le biais de l'information et de campagnes d'éducation sur le VIH/sida, augmentation des revenus par le financement d'activités rémunératrices en dehors de l'agriculture, développement des organisations féminines (en nombre et en qualité), et alphabétisation fonctionnelle pour 44 000 femmes;
- relèvement et développement de l'agriculture et de l'infrastructure rurale.

Montant du prêt: 11,3 millions de DTS (soit environ 16,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 32,7 millions de USD, dont 78 334 USD fournis par les bénéficiaires, 14,6 millions de USD par le Fonds de l'OPEP et 1,6 million par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Éthiopie

Programme d'amélioration de la commercialisation des produits agricoles

Ce programme a pour objet de parvenir à une réduction durable de la pauvreté en préservant et en augmentant les revenus réels et la sécurité alimentaire de la majorité des petits exploitants agricoles qui vivent au-dessous du seuil national de pauvreté. Plus précisément, le programme améliorera l'efficacité et la productivité du système de commercialisation de la production agricole par les moyens suivants:

- développement institutionnel;
- développement de la commercialisation au niveau local;
- coordination et gestion du programme.

En améliorant la capacité nationale d'analyse des grandes orientations et de formulation des politiques dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles, le programme contribuera à stabiliser les prix intérieurs des céréales chaque année et d'une année sur l'autre. C'est là un point essentiel pour encourager la majorité des petits exploitants à accroître leur production et, par là, à préserver et à améliorer leur revenu familial. Le groupe cible comprend environ 4,25 millions de ménages ruraux – généralement des ménages pratiquant une agriculture de subsistance – dont environ 20% sont dirigés par une femme. Compte tenu du rôle important que jouent les femmes dans la commercialisation des produits agricoles, un tiers au moins des bénéficiaires recevant une formation dans le cadre du programme seront des femmes.

Montant du prêt: 18,2 millions de DTS (soit environ 27,2 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 35,1 millions de USD, dont 7,9 millions de USD fournis par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Lesotho

Programme de gestion durable de l'agriculture et des ressources naturelles

Le programme a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition familiale et les revenus des ménages ruraux de la zone d'intervention. Plus précisément, il entend accroître durablement la production et la productivité agricoles par des investissements visant à:

- promouvoir la fourniture des services d'appui essentiels en réponse aux besoins et aux priorités des ménages ruraux pauvres;
- encourager la diversification et l'intensification de l'agriculture, en mettant dûment l'accent sur l'exploitation et la gestion durables des ressources naturelles;
- renforcer la capacité institutionnelle des administrations de district décentralisées qui seront les instances chargées de la programmation, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation;
- renforcer les moyens d'action des communautés locales par des méthodes de planification participatives de l'action, en fournissant l'infrastructure sociale complémentaire.

Les bénéficiaires du programme sont les ménages ruraux classés dans les catégories: sans terre, vivant au-dessous du seuil de subsistance, petits exploitants pratiquant une agriculture de subsistance et possédant moins de 2 hectares. Près de 30% des bénéficiaires sont membres *de jure* de ménages dirigés par une femme, et environ 60% d'entre eux ne peuvent produire assez pour se nourrir toute l'année.

Montant du prêt: 6,8 millions de DTS (soit environ 10,1 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 12,0 millions de USD, dont 198 400 USD fournis par les bénéficiaires et 1,7 million de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

République-Unie de Tanzanie

Programme d'appui aux services agricoles

Cette intervention contribuera au programme national de développement du secteur agricole qui a pour objectif d'améliorer la productivité, la rentabilité et les revenus dans le secteur. Le programme veillera à ce que les conseils fournis et les technologies mises au point répondent aux besoins des agriculteurs et leur soient adaptés, et qu'un grand nombre d'agriculteurs puissent adopter des techniques plus productives, plus rémunératrices et viables à terme. L'objectif global du programme est que tous les agriculteurs, y compris les femmes, aient davantage accès aux connaissances et aux technologies agricoles pertinentes, et sachent mieux les utiliser. En établissant des partenariats durables avec les prestataires de services, on améliorera l'autosuffisance alimentaire des ménages, leurs revenus monétaires et donc leurs moyens de subsistance. Étant donné que le programme est d'envergure nationale, tous les agriculteurs pourront en bénéficier. Mais la priorité, tant pour le gouvernement que pour ses partenaires de développement, est de se concentrer sur les petits paysans, notamment les pauvres, les plus démunis d'entre eux et les plus défavorisés. Le groupe cible principal comprend environ 1,16 million de ménages, dont des paysans sans terre, des ouvriers occasionnels et de petits ménages agricoles dirigés par une femme ou des orphelins touchés par le VIH/sida.

Montant du prêt: 17,1 millions de DTS (environ 25,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, dont 13,9 millions de DTS (environ 20,4 millions de USD) destinés au sous-programme concernant la partie continentale du pays et 3,2 millions de DTS (approximativement 4,6 millions de USD) au sous-programme concernant Zanzibar.

Coût total du projet: estimé à 221,2 millions de USD, la contribution des bénéficiaires étant de 5,2 millions de USD, celles des partenaires de développement (Banque mondiale et Coopération pour le développement de l'Irlande) se chiffrant à 72,7 millions de USD et celle du gouvernement à 118,7 millions de USD.

Institution coopérante: UNOPS.

Zambie

Programme de financement rural

Ce programme va accroître le recours à des services financiers viables en milieu rural. Des investissements seront réalisés à cette fin dans le cadre des cinq composantes visant à:

- développer le recours à des institutions financières communautaires viables;
- promouvoir les services bancaires en milieu rural;
- accroître et intensifier la petite production en recourant à l'agriculture contractuelle;
- mettre au point de nouveaux services/produits financiers et développer ceux qui existent déjà en milieu rural;
- mettre en place un cadre institutionnel et politique plus favorable à la finance rurale.

Les bénéficiaires directs seront notamment:

- 30 000 ménages ruraux pauvres membres d'associations d'épargne et de crédit;
- 100 000 ménages et petites entreprises accédant aux services bancaires ruraux, et 15 000 au crédit;
- les moyennes et grandes entreprises intensifiant ou développant leurs rapports contractuels avec 60 000 ménages ruraux, dont certains auront aussi accès aux services bancaires ruraux;
- un nombre non précisé de ménages bénéficiant des fonds de contrepartie du programme pour financer des projets relatifs aux services financiers, y compris en faveur des ruraux pauvres, par exemple des ménages dirigés par une femme et des ménages touchés par le VIH/sida.

Au total, 150 000 ménages ruraux pourraient directement bénéficier du programme.

Montant du prêt: 9,3 millions de DTS (soit environ 13,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 17,4 millions de USD, dont 144 000 USD fournis par les bénéficiaires, 431 000 USD par les institutions financières nationales et 3,0 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.



Asie et Pacifique

Bangladesh

Projet de microfinance pour les agriculteurs marginaux et les petits exploitants

Ce projet d'une durée de six ans a pour objet d'améliorer les moyens de subsistance de 210 000 ménages d'agriculteurs marginaux et de petits exploitants pauvres. Trois composantes seront financées à cette fin: services de microfinancement; renforcement des capacités et liaisons commerciales; et coordination et gestion du projet. Ces composantes vont:

- créer des institutions de microfinancement viables pour offrir aux ménages d'agriculteurs marginaux et de petits exploitants des possibilités d'investir dans des entreprises agricoles et autres;
- accroître la production agricole en développant l'accès à l'information, en introduisant de nouvelles technologies et en mettant en place des liaisons commerciales;
- développer et faire connaître les procédures opérationnelles de prêt aux agriculteurs et aux entreprises agricoles de la Fondation Palli Karma-Sahayak (agence centrale d'État pour le financement des ONG).

Le groupe cible comprend des ménages d'agriculteurs marginaux et de petits exploitants pauvres, c'est-à-dire ceux qui cultivent entre 0,5 et 2,5 acres de terres.

Montant du prêt: 13,4 millions de DTS (soit environ 20,1 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 29,7 millions de USD, la contribution des institutions financières nationales étant de 8,0 millions de USD et celle des ONG locales de 1,7 million de USD.

Institution coopérante: UNOPS.

Chine

Programme relatif au secteur de la finance rurale

Ce programme correspond à l'un des objectifs stratégiques du FIDA: aider les ruraux pauvres à se libérer de la pauvreté en ayant accès aux services financiers et aux marchés. Il permettra de renforcer le rôle catalyseur que joue le Fonds en créant un cadre institutionnel et politique favorable aux pauvres. Le programme, qui s'inscrit dans le processus national de réforme du secteur bancaire rural, a pour objet global d'assurer que les services financiers ruraux contribuent de manière efficace et durable à réduire la pauvreté. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- les ménages ruraux, y compris les ménages pauvres, accèdent plus aisément aux services financiers ruraux et y recourent pour améliorer leur niveau de vie;
- les réformes des politiques applicables aux coopératives de crédit rural soient mises à l'essai avec succès dans la zone d'intervention et utilisées dans les autres interventions financées ailleurs par le FIDA;
- l'efficacité et la viabilité des coopératives de crédit rural s'améliorent;
- les capacités accrues de gestion institutionnelle et opérationnelle des coopératives de crédit rural du programme sont utilisées à plus grande échelle et contribuent à améliorer la productivité et la rentabilité;
- des modalités permettant de résoudre le problème des prêts non performants soient, après avoir été mises à l'essai, appliquées à plus grande échelle.

Montant du prêt: 10,0 millions de DTS (soit environ 14,7 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 21,3 millions de USD, la contribution des institutions financières nationales se chiffrant à 6,2 millions de USD et celle du gouvernement à 406 000 USD.

Institution coopérante: UNOPS.

Indonésie

Programme d'autonomisation rurale et de développement agricole dans le Sulawesi central

Ce programme combattra la pauvreté en créant les conditions qui permettront une amélioration des revenus et des moyens de subsistance des communautés marginales par le biais d'une croissance soutenue de l'activité économique rurale. À cette fin, il entend:

- donner aux hommes et aux femmes pauvres en milieu rural les moyens d'utiliser les services financiers, techniques, commerciaux et publics pour augmenter leur bien-être;
- construire des équipements publics judicieusement planifiés et gérés qui permettent aux hommes et aux femmes pauvres d'accéder aux principaux marchés ainsi qu'aux possibilités de production et aux services d'utilité publique;
- mettre en place une gestion souple et efficace du programme – en améliorant les institutions rurales existantes moyennant une participation et un appui opérationnel.

Le programme adoptera une approche systémique des difficultés que rencontrent les ménages pauvres. Il appuiera tous les acteurs économiques opérant sur le marché pour les inciter à réorienter leurs activités au profit des communautés les plus démunies. Le programme s'adresse aux communautés les plus pauvres qui vivent surtout dans les zones montagneuses et côtières de la province.

Montant du prêt: 22,7 millions de DTS (soit environ 33,9 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 37,9 millions de USD, y compris un don du FIDA de 500 000 USD et une contribution de 3,4 millions de USD du gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Népal

Programme de foresterie à bail et d'élevage

Ce programme d'une durée de huit ans a pour objet global de réduire durablement la pauvreté de 44 300 ménages pauvres, dans 22 districts auxquels ont été assignés des baux forestiers, moyennant une augmentation de la production forestière et animale. Il comporte quatre composantes: foresterie à bail et constitution de groupes; développement de l'élevage; services financiers ruraux; et gestion et coordination du programme. Les objectifs de ces composantes sont les suivants:

- amélioration de la production fourragère et forestière des ménages par une gestion sûre et durable de parcelles à bail;
- production familiale améliorée issue du petit élevage;
- institutions de microfinancement viables fournissant des services aux titulaires des baux;
- meilleure capacité de mise en œuvre par l'État d'un programme de foresterie à bail tenant compte de la problématique hommes-femmes, en tant que programme national de réduction de la pauvreté.

Le groupe cible comprendra les ménages pauvres vivant dans l'insécurité alimentaire dans les collines voisines des forêts dégradées. Compte tenu de la pauvreté globale de la zone d'intervention, le programme adoptera une approche ouverte pour le ciblage.

Montant du prêt: 7,2 millions de DTS (soit environ 10,5 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 12,8 millions de USD, dont un don du FIDA d'un montant de 1,2 million de USD, la contribution des bénéficiaires se montant à 14 000 USD et celle du gouvernement à 1,1 million de USD.

Institution coopérante: UNOPS.

Sri Lanka

Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides

Ce programme a pour but d'améliorer durablement les revenus et les conditions de vie des hommes et des femmes pauvres d'environ 80 000 ménages des zones arides. Il entend mettre en place un dispositif qui permettra de mobiliser les ressources et les services pour accroître durablement la production et ajouter de la valeur aux produits de ces zones. Ses objectifs sont les suivants:

- augmenter la productivité des exploitations non irriguées des hautes terres;
- développer la production végétale irriguée en remettant en état l'infrastructure requise et en assurant l'exploitation;
- multiplier les débouchés et les liaisons commerciales, et ajouter de la valeur à la production agricole des zones à la fois non irriguées et irriguées;

- diversifier les sources de revenus des pauvres, notamment des femmes, en développant les services de la microfinance;
- construire des infrastructures communautaires prioritaires et veiller à ce qu'elles soient correctement utilisées.

Montant du prêt: 15,1 millions de DTS (soit environ 22,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 30,4 millions de USD, dont un don du FIDA d'un montant de 339 200 USD, une contribution des bénéficiaires de 1,7 million de USD, 1,1 million de USD du Japon, 1,5 million de USD du PNUD, 1,1 million de USD du PAM, 963 100 USD du Canada/Agence canadienne de développement international (ACDI) et 1,7 million de USD du gouvernement.

Institution coopérante: Banque mondiale/IDA.

Viet Nam

Programme décentralisé de réduction de la pauvreté rurale dans les provinces de Ha Giang et Quang Binh

Le programme améliorera la situation économique des ménages les plus pauvres des provinces de Ha Giang et Quang Binh, en privilégiant tout particulièrement des approches du développement fortement décentralisées lancées sur l'initiative des communautés afin d'appliquer la législation du pays relative à la "démocratisation par la base". Il entend en particulier:

- renforcer les capacités de la population locale pour qu'elle devienne partie prenante à la gestion des institutions communales et villageoises;
- accroître la productivité et les revenus des ménages pauvres, des minorités ethniques et des femmes et améliorer leur sécurité alimentaire familiale;
- appuyer la décentralisation en cours, en mettant l'accent sur l'infrastructure à l'échelle des villages;
- mettre en place des structures de gestion du programme et de prestation de services décentralisées répondant aux priorités du groupe cible;
- développer les capacités locales pour combler le fossé entre les politiques nationales et l'exécution au niveau provincial des mesures de décentralisation.

Le groupe cible comprend les ménages et les femmes les plus pauvres des 93 communes considérées comme les plus défavorisées de neuf districts ruraux des provinces de Ha Giang et de Quang Binh.

Montant du prêt: 16,1 millions de DTS (soit environ 24,1 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 38,8 millions de USD, dont un don du FIDA d'un montant approximatif de 631 000 USD, une contribution de 2,7 millions de USD des bénéficiaires, de 6,1 millions de USD du gouvernement qui apportera aussi sous forme de contributions autres que budgétaires un montant de 5,3 millions de USD (provenant d'une conversion de dette conclue avec le Gouvernement norvégien).

Institution coopérante: UNOPS.



Amérique latine et Caraïbes

Argentine

Projet de développement rural en Patagonie

Le projet a pour objectif global d'améliorer la situation économique et sociale des populations rurales vivant dans la région de la Patagonie en Argentine et, ce faisant, de réduire la pauvreté de moitié, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement établis pour l'Argentine. Le projet tendra à parvenir à insérer effectivement la population cible dans la vie économique régionale et nationale, selon des modalités écologiquement viables et réservant un traitement équitable aux femmes, en améliorant l'accès aux activités commerciales, aux ressources techniques et financières, et aux marchés du travail aux échelons local et national. Les activités du projet s'articulent autour de deux composantes:

- renforcement des capacités organisationnelles;
- développement des entreprises rurales.

Une stratégie axée sur les sexospécificités et la gestion des ressources naturelles sera appliquée de manière transversale à toutes les activités menées au titre des composantes. Le groupe cible est estimé à 36 000 personnes, dont 15 000 bénéficiaires directs et 21 000 bénéficiaires indirects. Il se composera de petits agriculteurs pauvres (45%), de propriétaires de microentreprises et d'artisans (20%), de jeunes vivant en milieu rural (20%) et de populations autochtones (15% au moins).

Montant du prêt: 13,4 millions de DTS (soit environ 20,0 millions de USD) à des conditions ordinaires.

Coût total du projet: estimé à 29,0 millions de USD, dont 1,0 million de USD sera pris en charge par les bénéficiaires et 8,0 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: Société andine de développement (SAD).

Brésil

Projet d'appui au développement des microentreprises familiales rurales dans le Nord-Est

L'objectif de développement global du projet consiste à faire reculer la pauvreté et à réduire les inégalités sociales parmi les ruraux pauvres vivant dans le nord-est du pays. Le projet s'attachera à améliorer les capacités commerciales et organisationnelles des ruraux pauvres de la zone ciblée et à accroître leur revenu moyennant:

- la création d'agro-industries et d'autres entreprises rurales durables, économiquement viables et axées sur les marchés;
- l'injection de ressources financières et leur gestion;
- l'insertion des femmes rurales pauvres dans l'économie locale et l'accompagnement dont elles ont besoin pour améliorer leur condition sociale et recevoir un traitement équitable.

Les bénéficiaires du projet sont essentiellement des producteurs pratiquant l'agriculture familiale ainsi que des femmes et des jeunes vivant en milieu rural. Seront également inclus les bénéficiaires de la réforme agraire ayant grandement besoin de services techniques et de crédits. La zone du projet regroupe environ 100 municipalités situées dans la région du Nord-Est, où la pauvreté est généralisée et où les terres semi-arides prédominent. Environ 20 000 femmes et hommes vivant en milieu rural seront des bénéficiaires directs du projet.

Montant du prêt: 15,5 millions de DTS (soit environ 23,2 millions de USD) à des conditions ordinaires.

Coût total du projet: estimé à 47,4 millions de USD, dont 1,5 million de USD sera pris en charge par les bénéficiaires et 22,8 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Équateur

Projet de développement du couloir central

L'objectif global du projet est d'améliorer les moyens de subsistance de 36 000 petits exploitants agricoles pauvres, de membres de communautés autochtones et paysannes, de femmes et de propriétaires de petites entreprises dans trois régions agroécologiques de l'Équateur. À cette fin, le projet favorisera la planification participative, l'acquisition de compétences utiles à la gestion d'une entreprise, la gestion durable des ressources naturelles, et la reconnaissance de la valeur que représentent les actifs culturels à l'échelle locale. Les principaux objectifs du projet sont les suivants:

- renforcer les capacités nécessaires à l'identification, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation d'initiatives de développement intégré, aux échelons national, local et communautaire;
- encourager le développement d'initiatives locales et d'activités rémunératrices agricoles et autres qu'agricoles dans un espace continu ville-campagne;
- assurer une gestion durable des ressources naturelles;
- valoriser, raviver et systématiser les connaissances et la culture locales.

Le projet s'appuie sur une méthode ciblée de réduction de la pauvreté tenant compte des sexes qui est susceptible d'avoir une incidence favorable sur la condition de la femme dans la région.

Montant du prêt: 9,9 millions de DTS (soit environ 14,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 24,3 millions de USD, dont 3,3 millions de USD seront pris en charge par les bénéficiaires, 5,0 millions de USD par le Fonds Équateur-Canada de développement et 1,2 million de USD par le gouvernement national.

Institution coopérante: SAD.

Guatemala

Programme national de développement rural: régions centrale et orientale

Le programme vise à réduire la pauvreté et à combattre l'exclusion et la discrimination auxquelles sont confrontées les populations les plus démunies du Guatemala. Il a pour objectif général d'associer activement toutes les parties intéressées – hommes et femmes – à l'élaboration et à l'application transparente de politiques nationales de développement rural en faveur des pauvres, et à celles de leur cadre institutionnel. Les activités prévues au titre du programme s'articulent autour de trois composantes:

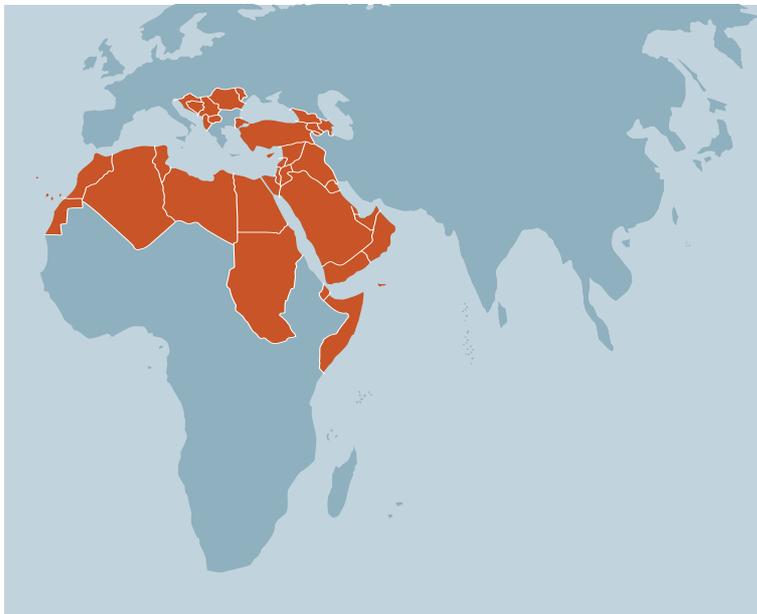
- la planification de l'aménagement des terres et la décentralisation;
- les activités économiques en milieu rural et la commercialisation;
- les services ruraux.

Une stratégie axée sur les sexes sera appliquée de manière transversale à toutes les activités menées au titre des composantes. Une unité de gestion du programme sera créée qui comportera des divisions chargées de la problématique hommes-femmes, de la planification, du suivi et de l'évaluation, et des questions administratives. Le groupe cible est estimé à 258 000 personnes, dont 30 000 bénéficiaires directs et 70 000 bénéficiaires indirects. Les bénéficiaires directs sont des petits exploitants agricoles et des paysans sans terre, hommes et femmes, vivant dans la pauvreté (44%), des propriétaires de microentreprises et des artisans (20%) et des hommes et femmes jeunes, pauvres et sans terre (36%).

Montant du prêt: 11,4 millions de DTS (soit environ 17,0 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: estimé à 38,0 millions de USD, dont 2,0 millions de USD seront pris en charge par les bénéficiaires, 15,0 millions de USD par le Fonds de l'OPEP et 4,0 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.



Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants

Algérie

Projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chioukh de la Wilaya de Tlemcen

Le projet a pour objectif global de contribuer à réduire la pauvreté rurale par la diversification et l'augmentation durable des revenus des ménages ruraux, combinées à la restauration et à la gestion durable des ressources naturelles dont dépendent les groupes cibles pour leur subsistance. Le projet vise plus spécifiquement à :

- renforcer les capacités locales nécessaires à la planification du développement rural et à la conception et à la mise en œuvre de projets de développement local, en ciblant les populations les plus défavorisées, notamment celles qui ont abandonné leur exploitation durant les événements de ces dix dernières années;
- appuyer et assurer le développement durable de l'agriculture par une captation des eaux de surface et par des mesures destinées à réduire la dégradation des sols ainsi qu'à intensifier et à diversifier la production agricole;
- faciliter et protéger l'accès aux services financiers de ceux qui en sont actuellement privés, totalement ou globalement, et en premier lieu des femmes et des jeunes, afin d'encourager des initiatives susceptibles de sécuriser, d'accroître et de diversifier les sources de revenu stables.

Le projet bénéficiera, directement et indirectement, à 193 000 ruraux de la zone du projet.

Montant du prêt: 7,9 millions de DTS (soit environ 11,8 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: estimé à 39,6 millions de USD, dont 3,3 millions de USD seront pris en charge par les bénéficiaires et 24,5 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Arménie

Programme de développement économique des zones rurales

Les objectifs du programme consistent à accroître les revenus durables des populations rurales situées dans les zones de montagne des sept *marzes* (circonscriptions administratives) défavorisées et à dynamiser l'activité des entreprises rurales dans la zone.

Le programme permettra principalement d'obtenir les résultats suivants:

- fournir des financements à moyen et à long terme aux entités commerciales en milieu rural placées dans un environnement concurrentiel;
- assurer un accès effectif des petites et moyennes entreprises aux services d'intermédiation financière dont elles ont besoin;
- mettre en place des infrastructures qui se justifient d'un point de vue commercial dans la zone du programme.

Le programme se traduira plus précisément dans le secteur financier par des améliorations d'ordre institutionnel et opérationnel. À titre d'exemple, les banques commerciales seront mieux préparées et plus incitées à offrir leurs services aux petites et moyennes entreprises, et ce segment de clientèle pourra obtenir des instruments de financement nouveaux et plus appropriés. Les réformes et les opérations du secteur financier seront par ailleurs au centre des concertations qui seront engagées avec le gouvernement.

Montant du prêt: 10,5 millions de DTS (soit environ 15,3 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 28,7 millions de USD, dont 3,7 millions de USD seront pris en charge par les bénéficiaires, 5,0 millions de USD par le Fonds de l'OPEP, 521 650 USD par l'USAID, 1,8 million de USD par les institutions financières nationales et 2,3 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Azerbaïdjan

Projet de développement du Nord-Est

L'objectif global du projet est d'améliorer les moyens de subsistance des ménages qui vivent de l'agriculture irriguée en leur assurant une plus grande sécurité alimentaire et des possibilités accrues de création de revenu.

Le projet consistera à:

- aider les associations d'usagers de l'eau à exploiter et à remettre progressivement en état les systèmes d'irrigation et de drainage dans les exploitations pour le compte de leurs membres, selon des modalités financièrement viables, équitables et durables;
- aider les petits exploitants agricoles de la zone à augmenter durablement la production vivrière ainsi que les revenus de l'agriculture irriguée et des activités d'élevage associées, en mettant à profit des technologies plus efficaces, des investissements agricoles appropriés et des possibilités accrues de commercialisation et de transformation des produits;
- inciter les organismes de microfinancement à offrir des services financiers durables et soucieux des besoins des femmes, à l'intention des petits exploitants agricoles et d'autres propriétaires de microentreprises;
- mettre en place des mécanismes efficaces de gestion et de coordination du projet.

Le principal groupe cible est formé par les ménages qui ont reçu des terres en propriété lorsque les fermes collectives et les fermes d'État de leur village ont été privatisées.

Montant du prêt: 8,6 millions de DTS (soit environ 12,6 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 25,1 millions de USD, dont 2,0 millions de USD seront pris en charge par les bénéficiaires, 990 000 USD par les institutions financières nationales et 2,2 millions de USD par le gouvernement. Des cofinancements à hauteur de 7,4 millions de USD sont à définir.

Institution coopérante: UNOPS.

Jordanie

Projet de gestion des ressources agricoles – Phase II

Les principaux objectifs du projet consistent à accroître la sécurité alimentaire et celle de l'approvisionnement en eau et à augmenter sensiblement les revenus du groupe cible composé de ménages ruraux pauvres dans la zone du projet. À cette fin, le projet s'attachera à promouvoir le développement communautaire et à assurer une utilisation efficace et une meilleure gestion des sols et de l'eau. Le projet apportera un appui technique et financier visant à:

- établir des structures de conservation des sols et de l'eau et améliorer la production agricole en impliquant activement le groupe cible;
- promouvoir des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau et la surveillance de l'environnement;
- favoriser le microfinancement rural des activités agricoles et autres qu'agricoles;
- renforcer les capacités de l'unité de gestion du projet existante et des directions de l'agriculture dans la zone du projet.

Le groupe cible est estimé à environ 22 300 ménages, soit 134 000 personnes, et se compose de 13 500 foyers installés sur des exploitations agricoles de petite et moyenne dimension, de 2 700 familles rurales sans terre et de 6 100 autres ménages défavorisés.

Montant du prêt: 7,6 millions de DTS (soit environ 11,4 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: estimé à 42,0 millions de USD, dont 200 000 USD fournis par le FIDA sous forme de don, 2,4 millions de USD pris en charge par les bénéficiaires, 10,3 millions de USD par le Fonds de l'OPEP, 6,5 millions de USD par le FEM sous forme de don et 11,0 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Soudan

Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan

L'objectif global du programme est d'améliorer l'équité, l'efficacité et la stabilité de l'économie des trois États du Kordofan, en rationalisant la gestion et l'utilisation des ressources naturelles, et en permettant aux ménages pauvres d'avoir accès aux services d'aide à la production et d'obtenir un traitement commercial équitable. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants:

- promouvoir l'instauration d'un système de gestion des ressources naturelles qui soit équitable, économiquement efficace et écologiquement viable;
- encourager le développement de filières commerciales efficaces qui apportent de la valeur ajoutée et soient accessibles aux femmes comme aux hommes;

- accroître les moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres, dirigés par une femme ou par un homme, et favoriser l'accès de ces derniers aux services productifs et sociaux;
- renforcer les capacités nécessaires aux échelons étatique et interétatique pour gérer les ressources naturelles régionales dans un souci de durabilité et selon des modalités équitables du point de vue de l'égalité hommes-femmes et du point de vue social.

Il est prévu que le programme bénéficiera directement à 44 000 ménages sédentaires et à 7 000 ménages de pasteurs.

Montant du prêt: 17,0 millions de DTS (soit environ 25,5 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 49,0 millions de USD, dont 1,6 million de USD sera pris en charge par les bénéficiaires, 8,6 millions de USD par le Fonds de l'OPEP et d'autres cofinanceurs à définir, 500 000 USD par les institutions financières nationales et 12,8 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS.

Yémen

Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala

L'objectif global du projet est de renforcer la sécurité alimentaire familiale des exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance, d'augmenter les revenus familiaux, et d'améliorer les conditions de vie et la participation au développement des ménages pratiquant l'agriculture à petite échelle et des communautés villageoises dans le gouvernorat d'Al-Dhala. Le projet consistera à:

- autonomiser les communautés, y compris les femmes et les pauvres, pour leur permettre de se mobiliser et de s'organiser de façon à participer à la planification du développement et à l'exécution des projets, et d'en retirer des avantages directs;
- lever les obstacles critiques à la productivité et au progrès imputables à l'infrastructure et à des facteurs sociaux;
- donner aux ménages d'agriculteurs les moyens d'augmenter leur production et l'appui dont ils ont besoin pour ce faire, dans le but d'assurer la satisfaction des besoins alimentaires essentiels, de dégager des excédents de production destinés à la vente et d'entreprendre des activités rémunératrices.

Le groupe cible regroupera essentiellement des petits exploitants agricoles et des éleveurs vivant sur des terres non irriguées et des éleveurs sans terre. Le projet mettra l'accent sur les femmes, et plus particulièrement sur les ménages dirigés par une femme.

Montant du prêt: 9,8 millions de DTS (soit environ 14,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: estimé à 22,8 millions de USD, dont 4,5 millions de USD seront pris en charge par les bénéficiaires, 248 000 USD par les institutions financières nationales et 3,7 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: Banque mondiale.

Dons

Au titre du guichet mondial/régional (dons), le programme de dons du FIDA en 2004 a été axé sur des initiatives visant à réduire la pauvreté en favorisant l'échange de connaissances et d'informations par le biais de réseaux régionaux de recherche et d'innovation – qu'ils soient ou non placés sous l'égide du GCRAI.

Pour la première fois en 2004, le FIDA a utilisé la formule des dons à un pays spécifique. L'octroi des dons relevant de cette catégorie a obéi à des considérations que les divisions régionales ont estimées décisives pour le développement rural et la réduction de la pauvreté. Lesdits dons visaient: les facteurs d'ordre politique et institutionnel qui compromettaient l'efficacité des opérations de prêt; les freins à la production agricole; le caractère prioritaire de la fourniture d'assistance technique; et le renforcement des capacités des organismes de dimension nationale ou locale de protection des végétaux. Les dons à un pays spécifique ont également privilégié le renforcement des capacités afin de remédier aux défaillances institutionnelles dans les domaines de la recherche et du développement agricoles. Autant de démarches qui cadrent avec les deux grands objectifs stratégiques de la nouvelle politique en matière de dons, à savoir:

- promouvoir la recherche de méthodes innovantes et d'options technologiques présentant des avantages pour les populations pauvres afin d'augmenter l'impact sur le terrain;
- renforcer, dans l'intérêt des populations pauvres, les capacités des institutions partenaires, y compris des organisations à assise communautaire et des ONG.

Le portefeuille effectif de dons du FIDA pour 2004 s'est établi à 47,2 millions de USD, en tenant compte du transfert au Mécanisme de financement du développement des programmes. Les dons importants (d'un montant supérieur à 200 000 USD) qui ont été approuvés en 2004 sont récapitulés ci-après. Plus de 50 petits dons ont été approuvés pendant l'année, d'une valeur totale de 9,7 millions de USD. La plupart de ces derniers relevaient de la catégorie des dons à un pays spécifique, et mettaient l'accent sur le renforcement des capacités et l'assistance technique.

Dons accordés par le FIDA à des programmes et des projets menés par des centres bénéficiant de l'appui du GCRAI

Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT): projet de mise au point et de diffusion de maïs résistant au stress pour assurer une sécurité alimentaire durable en Afrique orientale, occidentale et centrale – Phase II – d'un montant de 1,3 million de USD. Le projet apportera un appui aux partenariats stratégiques établis entre les centres de recherche avancée et les systèmes nationaux de recherche agricole, tout en prévoyant de renforcer les capacités desdits partenariats, des projets de développement et des communautés d'agriculteurs, de façon à adapter et à valider des pratiques de gestion des cultures et des variétés de maïs présentant une tolérance accrue à la sécheresse, aux sols pauvres et aux mauvaises herbes.

Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI): programme d'autonomisation des agriculteurs sahéliens dans l'exploitation de la diversité de leurs cultures en vue d'améliorer leurs stratégies de subsistance, d'un montant de 1,3 million de USD. Le programme permettra d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs pauvres du Burkina Faso, du Mali et du Niger par le renforcement de la gestion communautaire des ressources phytogénétiques.

Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF): diversification des systèmes de culture paysanne en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale par l'arboriculture d'essences indigènes – phase II – d'un montant de 1,2 million de USD. Le programme assure la promotion de stratégies innovantes visant à réduire la pauvreté et à préserver l'environnement dans les régions pauvres en ressources de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA): programme pour la mise au point de moyens d'existence durables pour les communautés agropastorales d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord, d'un montant de 1,3 million de USD. Le programme permettra de généraliser la méthode employée pour instaurer des modes de subsistance durables en l'appliquant systématiquement dans les programmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles, et de l'introduire dans les programmes de développement menés dans les zones arides.

Institut international d'agriculture tropicale (IITA): programme d'amélioration des moyens de subsistance des ruraux en Afrique de l'Ouest et du Centre par l'adoption de systèmes productifs et compétitifs de culture de l'igname – phase II – d'un montant de 1,5 million de USD. Les résultats se traduiront par une amélioration des moyens de subsistance des producteurs, des transformateurs, des négociants et des consommateurs d'igname.

IPGRI: programme visant à vaincre la pauvreté dans les communautés de producteurs de noix de coco: les ressources génétiques du cocotier au service d'un mode de subsistance durable, d'un montant de 1,0 million de USD. Étant donné que les cocotiers représentent la principale source de revenu régulier des petits exploitants marginalisés, notamment des groupes défavorisés parmi lesquels se trouvent les femmes, le programme offrira des possibilités d'amélioration durable des moyens de subsistance.

Institut international de recherches sur le riz (IRRI): programme de gestion des paysages rizicoles dans les hautes terres marginales dans une optique de sécurité alimentaire et de préservation de l'environnement, d'un montant de 1,19 million de USD. Le programme vise à améliorer les technologies agricoles utilisées par les pauvres dans les zones marginales de manière à obtenir, par voie de conséquence directe, une meilleure productivité des terres et du travail.

Dons accordés par le FIDA à des projets et programmes menés par des centres ne bénéficiant pas de l'appui du GCRAI

Centre international d'agriculture biosaline (ICBA): programme visant à préserver les ressources en eau douce grâce à la production de fourrages tolérants à la salinité dans les zones marginales de la région de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord – un moyen d'accroître les revenus des ruraux pauvres – d'un montant de 1,35 million de USD. Le programme a pour finalité d'améliorer les moyens de subsistance des ruraux, hommes et femmes, pauvres en ressources, vivant sur des terres dégradées et marginales en Asie occidentale et en Afrique du Nord.

Centre d'études et de promotion du développement (DESCO): programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes – phase III – d'un montant de 850 000 USD. Le programme a pour but de tirer parti de capacités plus poussées pour concevoir, exécuter et documenter les systèmes de suivi et évaluation, axés sur l'impact et les résultats favorables pour les pauvres, qui sont appliqués aux programmes et aux politiques de réduction de la pauvreté rurale.

Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (GCAP): programme de formation de coalitions stratégiques et de promotion de l'innovation et de l'apprentissage en matière de finance rurale, d'un montant de 1,2 million de USD. Le don permettra de renforcer les capacités dont le FIDA a besoin pour animer les réseaux dans le cadre desquels l'Organisation participe à des débats "virtuels" et à des partenariats actifs avec d'autres donateurs et des agents de la finance rurale. Le GCAP recevra un soutien au titre du don, et le FIDA pourra à son tour bénéficier des services d'appui critiques que lui fournira le Groupe, ce qui permettra de renforcer ses partenariats stratégiques avec d'autres donateurs et d'élargir considérablement sa base de connaissances et ses activités d'apprentissage en matière de finance rurale.

Centre de recherches pour le développement international (CRDI): initiative régionale concernant la demande d'eau, d'un montant de 1,2 million de USD. Ce don vise à renforcer les moyens d'action des communautés les plus pauvres, des populations rurales et des femmes, afin d'améliorer leur accès à l'eau en leur permettant de prendre des décisions en meilleure connaissance de cause.

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS): programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes – renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds – d'un montant de 1,0 million de USD pour une période de trois ans, administré par la division de l'UNOPS chargée des programmes du FIDA. Le programme permettra de documenter et d'évaluer l'expérimentation de modèles durables de développement transnational des communautés, et de diffuser les enseignements tirés. Il a pour objet de renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations; d'assurer un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie; et d'améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés.

UNOPS: programme régional d'appui au réseau de développement des plantes médicinales en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay – d'un montant de 1,0 million de USD pour une période de trois ans. L'objectif global du programme est d'aider les petits exploitants de la région à surmonter la pauvreté en développant la production de plantes médicinales et leur transformation en médicaments phytothérapeutiques, de façon à diversifier et à accroître leurs revenus.

Mécanisme mondial: appui à la mobilisation de ressources en faveur de programmes d'action et d'initiatives connexes ainsi que leur mise en œuvre, d'un montant de 1,25 million de USD pour la première phase du don étalé sur deux ans couvrant la période 2004-2005. Le programme a pour but d'allouer des ressources financières en vue de la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD).

Coalition internationale pour l'accès à la terre: programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés, d'un montant de 900 000 USD. Le programme permettra de renforcer les capacités dont les membres et les partenaires de la Coalition ont besoin pour aider les populations sans terre et les petits exploitants à obtenir et à conserver un accès protégé à la terre et aux services d'aide à la production associés. Il favorisera également l'ouverture d'espaces de dialogue avec les décideurs.

Unité régionale d'assistance technique (RUTA): don au Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama pour appuyer RUTA – Phase VI – d'un montant de 1,2 million de USD pour une période de trois ans. L'objectif général de RUTA pour la sixième phase est de contribuer à l'élimination de la pauvreté rurale et au développement rural durable dans la région de l'Amérique centrale, Belize et Panama compris. À ce stade, RUTA s'attachera à doter les institutions publiques et privées, de dimension régionale et nationale, des capacités nécessaires pour élaborer des politiques, des stratégies, des programmes et des projets susceptibles de contribuer de manière plus effective et efficace à la réalisation de l'objectif global du projet.

Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud (FSPI): don d'un montant de 2,0 millions de USD destiné à financer la première phase du programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique (MORDI). Le programme vise à renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations en leur assurant un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie, et un accès plus important aux services financiers et aux marchés.

Campagne pour combattre et éradiquer le criquet pèlerin: don pour la recherche et la formation en agriculture en faveur de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'appui de la mise au point d'une approche préventive écologiquement sûre pour la lutte contre le criquet pèlerin. Le FIDA a donné suite à l'appel d'urgence lancé en vue de circonscire l'invasion récente de criquets pèlerins en Afrique du Nord et de l'Ouest en annonçant un engagement à hauteur de 3,0 millions de USD qui sera versé en deux tranches. D'une part, le FIDA a approuvé des dons à un pays spécifique d'un montant de 1,5 million de USD qui feront l'objet d'un versement direct, par l'intermédiaire de la FAO, en faveur des dix pays touchés ou menacés (Algérie, Burkina Faso, Gambie, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan et Tchad). L'appui du FIDA vise à renforcer, dans le cadre de la campagne conduite par la FAO, les activités d'assistance technique, de formation et de renforcement des capacités ainsi que la surveillance et les campagnes médias, qui iront de pair avec les interventions d'urgence en cours. D'autre part, une importante proposition de don régional d'un montant de 1,5 million de USD a été approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2004. Ledit don s'inscrit dans une démarche à plus long terme visant à améliorer la méthodologie de lutte globale contre les criquets pèlerins par la mise au point et l'application à grande échelle d'une approche préventive.

ASPECTS FINANCIERS ET INSTITUTIONNELS

Travailleurs pilant du manioc
pour fabriquer du *fou fou*,
ingrédient souvent consommé
avec de la viande ou de la sauce
à Ejura (Ghana)



Risque institutionnel et contrôles internes

En 2004, le FIDA a reçu l'approbation du Comité d'audit du Conseil d'administration pour réaliser une évaluation des risques institutionnels et des contrôles internes axée sur les procédures de gestion de l'organisation. Ce travail a été subdivisé en trois parties, comme suit:

- une étude générale des risques au niveau de l'ensemble de l'organisation (dans les domaines stratégique et opérationnel, en matière de notification d'informations et de respect des règles);
- une étude détaillée et une évaluation du dispositif de contrôle interne du FIDA, avec des recommandations concernant les lacunes à combler ou les points à améliorer;
- une évaluation d'impact économique qui a permis d'isoler les procédures de fonctionnement du FIDA pour lesquelles il était nécessaire de mettre au point des plans d'intervention et des mécanismes de redressement en cas de catastrophe.

L'évaluation systématique des risques organisationnels et l'évaluation périodique de l'efficacité du dispositif de contrôle interne sont indispensables pour s'assurer que l'organisation remplit ses objectifs. Dans le premier cas, il s'agit de déceler les risques qui compromettent l'aptitude du FIDA à s'acquitter de sa mission, d'évaluer leur probabilité et leur impact potentiel. Dans le second, de vérifier que les contrôles internes garantissent l'efficacité des procédures de travail de l'organisation, la fiabilité des informations qu'elle communique et la stricte application de ses propres règles et règlements.

Les résultats de l'évaluation des risques et des contrôles internes effectuée en 2004 seront mis à profit pour:

- remédier aux principaux facteurs de risque et points faibles du dispositif de contrôle;
- concevoir et mettre en œuvre une méthode de gestion systématique des risques à l'appui de la planification stratégique et du processus de décision institutionnel;
- mettre au point des plans de continuité des opérations et de redressement en cas de catastrophe.

Bonne gouvernance et politique anticorruption

La huitième priorité institutionnelle du FIDA, telle qu'elle est énoncée dans son programme de travail et budget pour 2004, est de "gérer la gouvernance institutionnelle et l'environnement opérationnel du FIDA pour une plus grande efficacité". Dans cette optique, l'organisation s'emploie actuellement à définir sa ligne de conduite officielle en matière de lutte contre la corruption en élaborant une politique spécifique dans ce domaine.

En 2004, le travail de formulation de cette politique anticorruption a commencé par regrouper un certain nombre d'éléments existants tout en veillant à aligner l'action du FIDA sur les bonnes pratiques de gestion des autres institutions financières et organisations internationales.

Au cours de l'année, en outre, les efforts entrepris pour promouvoir de bons principes de gouvernance se sont poursuivis avec la consolidation des règles internes de l'organisation, l'élimination des incohérences et des lacunes, et la mise en place de procédures transparentes applicables à l'ensemble du personnel.

Mise en œuvre d'une fonction de gestion de bilan et d'un nouveau système de gestion de trésorerie

En janvier 2004, une fonction de gestion de bilan a été créée au sein du FIDA, sous la direction du Trésorier, après l'adoption par le Conseil d'administration, en décembre 2003, du cadre défini à cet effet. Cette fonction doit permettre une gestion stratégique de l'actif et du passif de l'organisation, compte tenu de tous les risques liés aux taux d'intérêt, aux prix du marché, aux taux de change, à la signature des emprunteurs et à la position de liquidité du FIDA.

Au cours de l'année, le modèle financier du FIDA a été élargi et adopté comme outil analytique du cadre défini pour la gestion de bilan. En outre, la possibilité de conserver une partie du portefeuille de placements jusqu'à échéance a été mise à l'étude, et l'analyse de son incidence financière a conduit le FIDA à décider de liquider l'ensemble de son portefeuille d'actions ainsi qu'une partie de ses obligations d'État pour mettre en œuvre cette option avant la fin du premier trimestre 2005, afin de réduire encore davantage l'exposition du portefeuille de placements aux fluctuations du marché. Le compartiment des titres détenus jusqu'à échéance devant être géré par la Division de la Trésorerie, celle-ci s'est donné pour priorité de se préparer à cette nouvelle responsabilité tout au long des troisième et quatrième trimestres de 2004.

Par ailleurs, un nouveau système de gestion de trésorerie adopté en 2004 a permis d'intégrer les transactions bancaires dans le logiciel financier du FIDA et offre désormais la possibilité de procéder au rapprochement en ligne de tous les comptes en banque utilisés à des fins opérationnelles.

Organisation et personnel

En 2004, le FIDA comptait 143 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (hors postes de Président et de Vice-Président) et 171,5 postes des services généraux. Au 31 décembre 2004, le nombre total de postes pourvus s'élevait à 295,5, soit 128 dans la première catégorie et 167,5 dans la seconde. Le personnel du cadre organique comprenait des ressortissants de 48 États membres, ce qui montre que le Fonds applique le principe de la répartition géographique. La proportion de femmes est passée de 35% des effectifs en 2003 à 39% en 2004. Comme les années précédentes, le FIDA a eu recours aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires pour faire face à ses besoins opérationnels à court terme, tout en conservant un effectif minimum de personnel engagé dans le cadre de contrats à durée déterminée.

Au titre de son programme de cadres associés, le FIDA a bénéficié des services de cadres provenant de neuf pays donateurs: Allemagne, Danemark, Finlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Dans le cadre du programme de stages, le FIDA a reçu 41 stagiaires de 17 pays: Allemagne, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Costa Rica, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Inde, Italie, Japon, Kenya, Malte, Nigéria et Tunisie.

En 2004, le FIDA a franchi quelques jalons importants inscrits dans son plan de modernisation de la gestion de ses ressources humaines. La nouvelle politique approuvée par le Conseil d'administration en septembre 2004, avec entrée en vigueur des procédures correspondantes en 2005, encadrera désormais les décisions de la direction pour tout ce qui concerne la gestion des ressources humaines.

Le Bureau des ressources humaines, qui a été restructuré au début de l'année, a désigné des cadres chargés de fournir des services spécialisés aux différents départements du FIDA. Les indicateurs de performance du personnel du Bureau sont en place, et ceux d'autres divisions sont en cours d'élaboration. L'équipe des ressources humaines n'a pas ménagé ses efforts pour valoriser l'image du Fonds en interne.

En 2004, le programme FIDA de formation et de perfectionnement a privilégié la gestion de la performance et l'organisation de retraites pour les cadres. Il s'agissait en l'occurrence de renforcer l'esprit de corps, d'encourager les approches horizontales basées sur le travail en équipe dans et entre les départements, d'harmoniser les efforts et de les faire converger vers l'exécution du programme du FIDA. Une série d'ateliers sur le harcèlement et sur l'Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation (voir page 48) ont eu lieu en 2004.

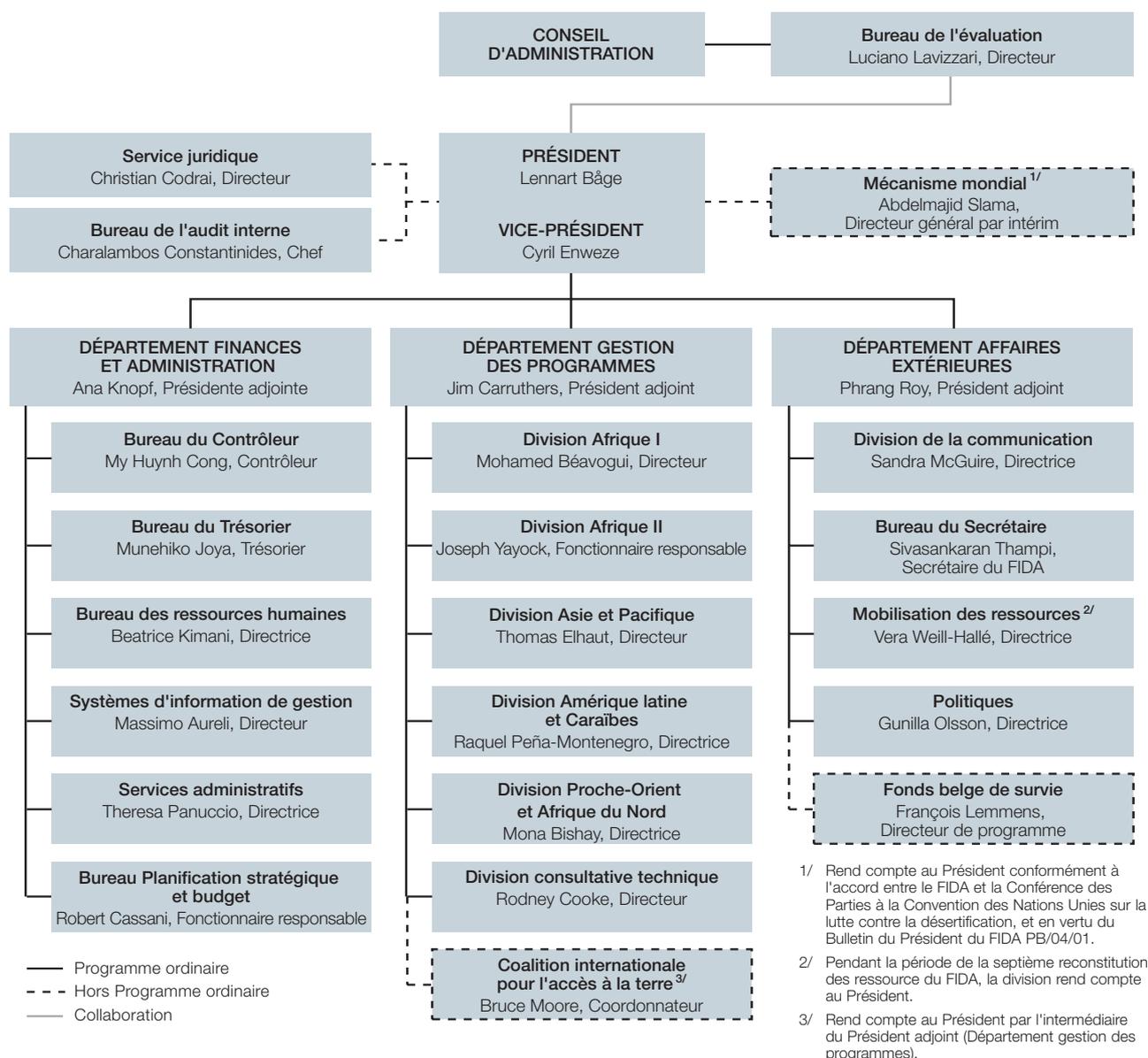
La participation du FIDA à l'étude pilote de la Commission de la fonction publique internationale sur les salaires et indemnités a solidement progressé au cours de l'année. Le groupe de travail chargé de l'étude pilote a tenu quatre réunions qui ont permis de dégager un certain nombre d'éléments concernant l'attitude du personnel. Ces données ont été transmises à la Commission, et tous les cadres du Bureau des ressources humaines ont été formés à la classification des postes selon la méthode d'évaluation des emplois SPECTRA, mise au point par la Commission.

En 2004, l'équipe de direction du FIDA a également adopté un cadre de compétences. Les compétences clés exigées aux différents niveaux ont été définies pour tous les membres du personnel, et les directives relatives à la performance et aux carrières ont été actualisées. Le cadre de compétences a également été utilisé pour les évaluations interinstitutions des personnels du FIDA, de la FAO et du PAM, et il servira à fixer les objectifs individuels en matière de formation et de perfectionnement.

Au cours de l'année, la direction a examiné et réglé 18 affaires dont la Commission paritaire de recours était saisie depuis 2000.

Organigramme

au 31 décembre 2004



États membres et représentation

Au 31 décembre 2004, le FIDA comptait au total 163 pays membres: 23 dans la liste A, 12 dans la liste B et 128 dans la liste C, dont 49 dans la sous-liste C1, 48 dans la sous-liste C2 et 31 dans la sous-liste C3.

LISTE A	LISTE B	LISTE C		
		<i>Sous-liste C1</i>	<i>Sous-liste C2</i>	<i>Sous-liste C3</i>
		<i>Afrique</i>	<i>Europe, Asie et Pacifique</i>	<i>Amérique latine et Caraïbes</i>
Allemagne	Algérie	Afrique du Sud	Afghanistan	Antigua-et-Barbuda
Australie	Arabie saoudite	Angola	Albanie	Argentine
Autriche	Émirats arabes unis	Bénin	Arménie	Barbade
Belgique	Gabon	Botswana	Azerbaïdjan	Belize
Canada	Indonésie	Burkina Faso	Bangladesh	Bolivie
Danemark	Iran (République islamique d')	Burundi	Bhoutan	Brésil
Espagne	Iraq	Cameroun	Bosnie-Herzégovine	Chili
États-Unis d'Amérique	Jamahiriya arabe libyenne	Cap-Vert	Cambodge	Colombie
Finlande	Koweït	Comores	Chine	Costa Rica
France	Nigéria	Congo	Chypre	Cuba
Grèce	Qatar	Côte d'Ivoire	Croatie	Dominique
Irlande	Venezuela (République bolivarienne du)	Djibouti	Ex-République yougoslave de Macédoine	El Salvador
Islande		Égypte	Fidji	Équateur
Italie		Érythrée	Géorgie	Grenade
Japon		Éthiopie	Îles Cook	Guatemala
Luxembourg		Gambie	Îles Salomon	Guyana
Norvège		Ghana	Inde	Haiti
Nouvelle-Zélande		Guinée	Israël	Honduras
Pays-Bas		Guinée-Bissau	Jordanie	Jamaïque
Portugal		Guinée équatoriale	Kazakhstan	Mexique
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		Kenya	Kirghizistan	Nicaragua
Suède		Lesotho	Liban	Panama
Suisse		Liberia	Malaisie	Paraguay
		Madagascar	Maldives	Pérou
		Malawi	Malte	République dominicaine
		Mali	Mongolie	Sainte-Lucie
		Maroc	Myanmar	Saint-Kitts-et-Nevis
		Maurice	Népal	Saint-Vincent-et-les Grenadines
		Mauritanie	Oman	Suriname
		Mozambique	Pakistan	Trinité-et-Tobago
		Namibie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Uruguay
		Niger	Philippines	
		Ouganda	République arabe syrienne	
		République centrafricaine	République de Corée	
		République démocratique du Congo	République de Moldova	
		République-Unie de Tanzanie	République démocratique populaire lao	
		Rwanda	République populaire démocratique de Corée	
		Sao Tomé-et-Principe	Roumanie	
		Sénégal	Samoa	
		Seychelles	Sri Lanka	
		Sierra Leone	Tadjikistan	
		Somalie	Thaïlande	
		Soudan	Timor-Leste	
		Swaziland	Tonga	
		Tchad	Turquie	
		Togo	Viet Nam	
		Tunisie	Yémen	
		Zambie	Yougoslavie ⁹	
		Zimbabwe		

9/ La participation de ce pays en qualité de membre des organes directeurs a été suspendue par le Conseil d'administration le 4 décembre 1992.

Liste des Gouverneurs et des Gouverneurs suppléants des États membres du FIDA

au 31 décembre 2004¹⁰

Membre	Gouverneur	Suppléant
AFGHANISTAN	Mostapha Zaher	–
AFRIQUE DU SUD	Lenin Magigwane Shope	Margaret Mohapi
ALBANIE	Agron Duka	Pellumb Xhufi (janvier 2004 - novembre 2004) Pavli Zeri (décembre 2004 –)
ALGÉRIE	Said Barkat	Mokhtar Reguieg
ALLEMAGNE	Michael Hofmann	–
ANGOLA	Gilberto Buta Lutucuta	–
ANTIGUA-ET-BARBUDA	Robin Yearwood (janvier 2004 - juin 2004) Errol Cort (juin 2004 –)	–
ARABIE SAOUDITE	Fahad Bin Abdulrahman Balghunaim	–
ARGENTINE	Humberto Jesús Roggero (janvier 2004 - mars 2004) Victorio María José Taccetti (mars 2004 –)	Hilda Gabardini
ARMÉNIE	Davit Lokyan	Zohrab V. Malek
AUSTRALIE	Christine Gallus (janvier 2004 - octobre 2004) Bruce Billson (octobre 2004 –)	Bruce Davis
AUTRICHE	– Thomas Wieser (avril 2004 –)	Herbert Jäger
AZERBAÏDJAN	Irshad Aliyev (janvier 2004 - novembre 2004) Ismat Abbasov (novembre 2004 –)	–
BANGLADESH	M. Saifur Rahman	Ayub Quadri
BARBADE	Erskine R. Griffith	–
BELGIQUE	Christian Monnoyer (janvier 2004 - septembre 2004) Jean De Ruyt (septembre 2004 –)	Bernard De Schrevel (janvier 2004 - septembre 2004) Philip Heuts (septembre 2004 –)
BELIZE	Servulo Baeza	–
BÉNIN	Lazare Sehoueto	Sossou Justin Adanmayi
BHOUTAN	Sangay Ngedup	– Sonam Tobden Rabgye (mars 2004 –)
BOLIVIE	Carlos Mauricio Chanove Salvatierra (janvier 2004 - février 2004) Maira Paz Estenssoro (février 2004 –)	–
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Lukša Šoljan	Branko Kesic
BOTSWANA	Pelokgale Kenathetswe Seloma (janvier 2004 - décembre 2004) Peter Letlhogonolo Siele (décembre 2004 –)	Mmapula Modise
BRÉSIL	Guido Mantega (janvier 2004 - novembre 2004) Nelson Machado (novembre 2004 –)	Demian Fiocca (janvier 2004 - mai 2004) José Carlos da Rocha Miranda (mai 2004 –)

10/ À sa vingt-septième session, le 19 février 2004, M. Guido Mantega (Brésil) a été élu président du Conseil des gouverneurs. MM. Nobuko Matsubara (Japon) et Nuri Ibrahim Hasan (Jamahiriya arabe libyenne) ont été élus vice-présidents.

BURKINA FASO	Mamadou Sissoko (janvier 2004 - mars 2004) Jean-Baptiste Marie Pascal Compaoré (mars 2004 -)	- Mamadou Sissoko (mars 2004 -)
BURUNDI	Pierre Ndikumagenge	Cyprien Ndayegamiye
CAMBODGE	Chan Sarun	-
CAMEROUN	Abdoulaye Aboubakary	Michael Tabong Kima
CANADA	Bruce Montador	Roger Ehrhardt
CAP-VERT	Jorge Maria Custódio dos Santos	Arnaldo Delgado (janvier 2004 - novembre 2004) Maria Goretti Santos Lima (novembre 2004 -)
CHILI	Ángel Sartori Arellano (janvier 2004) Jaime Chomali (janvier 2004) Gustavo Ayares (janvier 2004 - février 2004) José Mario Goñi Carrasco (février 2004 - novembre 2004) Gustavo Ayares (novembre 2004 -)	Antonio Arturo Plaza Jiménez (janvier 2004) -
CHINE	Han Changfu (janvier 2004) Li Yong (janvier 2004 -)	Ma Shiqing (janvier 2004) Zhao Xiaoyu (janvier 2004 -)
CHYPRE	George F. Poulides	-
COLOMBIE	Fabio Valencia Cossio	Darío Alberto Bonilla Giraldo
COMORES	Said Ali Boina Ali (janvier 2004 - octobre 2004) Mohamed Abdoulhamid (octobre 2004 -)	Ahmed Djabir
CONGO	Jeanne Dambendzet	- Mamadou Kamara Dekamo (avril 2004 -)
COSTA RICA	Victoria Guardia Alvarado de Hernández	Yolanda Gago Pérez
CÔTE D'IVOIRE	Richard Gbaka Zady	-
CROATIE	Drago Kraljevic	Vlado Matijasic
CUBA	Marta Lomas Morales	Alfredo Néstor Puig Pino
DANEMARK	Ove Ullerup-Petersen (janvier 2004) Ole E. Moesby (janvier 2004 -)	Bo Jensen (janvier 2004) Kirsten Geelan (janvier 2004 -)
DJIBOUTI	Dini Abdallah Bililis	-
DOMINIQUE	Venice Henderson (janvier 2004 - février 2004) Ambrose George (février 2004 -)	-
ÉGYPTE	Youssef Amin Wally (janvier 2004 - juillet 2004) Ahmed Abdelmoneim Alleithy (juillet 2004 -)	-
EL SALVADOR	Salvador Urrutia Loucel (janvier 2004 - juin 2004) Mario E. Salaverria Nolasco (juin 2004 -)	Joaquín Rodezno Munguía
ÉMIRATS ARABES UNIS	Mohamed Khalfan Bin Khirbash	-
ÉQUATEUR	Emilio Izquierdo Miño	- Sandro Celi (février 2004 -)
ÉRYTHRÉE	Arefaine Berhe	-
ESPAGNE	Jorge Domecq (janvier 2004 - août 2004) Eduardo Ibáñez López-Doriga (août 2004 -)	Luis Cuesta Civís

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	John W. Snow	Anthony Wayne
ÉTHIOPIE	Ato Belay Ejigu (janvier 2004 - juin 2004) Adissu Legesse (juin 2004 -)	Mengistu Hulluka Deyas
EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE	Ivan Angelov	-
FIDJI	Isikeli Uluinairai Mataitoga (janvier 2004 - novembre 2004) Seremaia Tuinausori Cavuilati (novembre 2004 -)	-
FINLANDE	Hannu Kyröläinen	Pasi Hellman
FRANCE	Stéphane Pallez (janvier 2004 - octobre 2004) Odile Renaud-Basso (octobre 2004 -)	-
GABON	Paul Mba-Abessole (janvier 2004 - septembre 2004) Faustin Boukoubi (septembre 2004 -)	Yolande Bivigou
GAMBIE	- Susana Waffa Ogoo (février 2004 - septembre 2004) Sulayman Mboob (septembre 2004 -)	- Yusupha Aliou Kah (février 2004 -)
GÉORGIE	David Kirvalidze (janvier 2004 - mars 2004) David Shervashidze (mars 2004 -)	Rusudan Lordkipanidze (janvier 2004 - décembre 2004) Zaal Gogsadze (décembre 2004 -)
GHANA	Courage Quashigah	- Kofi Dsane-Selby (août 2004 -)
GRÈCE	Costantin Yerocostopoulos (janvier 2004 - février 2004) Anastassis Mitsialis (février 2004 -)	Emmanuel Manoussakis
GRENADÉ	Ruth Elizabeth Rouse	-
GUATEMALA	Acisclo Valladares Molina (janvier 2004 - juin 2004) Ileana Rivera de Angotti (juin 2004 -)	- Alejandro Vela (septembre 2004 -)
GUINÉE	Jean Paul Sarr	Ibrahima Cherif Bah
GUINÉE-BISSAU	Mamadou Badji (janvier 2004 - mai 2004) João de Carvalho (mai 2004 -)	-
GUINÉE ÉQUATORIALE	Francisco Pascual Eyegue Obama (janvier 2004 - août 2004) Teodoro Nguema Obiang Mangué (août 2004 -)	-
GUYANA	Laleshwar K.N. Singh	-
HAÏTI	Sébastien Hilaire (janvier 2004 - mars 2004) Philippe Mathieu (mars 2004 -)	- Roger Pérodin (février 2004 - septembre 2004) -
HONDURAS	Mariano Jiménez Talavera	-
ÎLES COOK	Robert Wootton	James Gosselin (janvier 2004 - juin 2004) -
ÎLES SALOMON	Paul Maenu'u (janvier 2004 - août 2004) Alex Bartlett (août 2004 - novembre 2004) Minister for Agriculture (novembre 2004 -)	Ezekiel Walaodo

INDE	Jaswant Singh (janvier 2004 - mai 2004) Palaniappan Chidambaram (mai 2004 -)	Sudhir Gunvantrai Mankad
INDONÉSIE	Agus Haryanto (janvier 2004 - novembre 2004) Agus Mohammad (novembre 2004 -)	Freddy Numberi
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	Bozorgmehr Ziaran	-
IRAQ	- Hoshyar Mahmoud Zebari (octobre 2004 -)	-
IRLANDE	John Francis Cogan	Anthony Devlin (janvier 2004 - novembre 2004) Padraic Dempsey (novembre 2004 -)
ISLANDE	Sveinn Ágúst Björnsson (janvier 2004) Jón Erlingur Jónasson (février 2004 -)	Jón Erlingur Jónasson (janvier 2004 - février 2004) Hermann Örn Ingólfsson (février 2004 -)
ISRAËL	Ehud Gol	Denis-Paul Mordehay-Rodgold
ITALIE	Gianluigi Magri	-
JAMAHIRIYA ARABE LYBIENNE	El Baghdadi Ali El-Mahmoudi (janvier 2004 - mars 2004) Nuri Ibrahim Hasan (mars 2004 - août 2004) Seraj Addin S.A. Essa (août 2004 -)	Hussain Moftah Laswad (janvier 2004 - mars 2004) -
JAMAÏQUE	Ransford A. Smith	-
JAPON	Nobuko Matsubara	Kiyoshi Kodera
JORDANIE	Bassem Awadallah	- Awni Taimeh (mars 2004 -)
KAZAKHSTAN	Akhmetzhan S. Yessimov (janvier 2004 - mars 2004) Serik Umbetov (mars 2004 -)	-
KENYA	Kipruto Rono Arap Kirwa	-
KIRGHIZISTAN	Askar Aitmatov	-
KOWEÏT	Mahmoud Al-Nouri	Bader Mishari Al-Humaidi
LESOTHO	Daniel Rakoro Phororo	Mathoriso Molumeli (janvier 2004 -)
LIBAN	Fadi Hajj Ali (janvier 2004 - février 2004) Melhem Nasir Mistou (février 2004 -)	-
LIBÉRIA	George Kramee	- John B. Samuels (août 2004 -)
LUXEMBOURG	Charles Goerens (janvier 2004 - octobre 2004) Jean-Louis Schiltz (octobre 2004 -)	Georges Heinen
MADAGASCAR	Yvan Randriasandrarinony (janvier 2004) Harison Edmond Randriarimanana (janvier 2004 -)	Auguste Richard Paraina
MALAISIE	Samsudin bin Hitam	- Lily Zachariah (février 2004 -)
MALAWI	Charles J. Matabwa (janvier 2004 - février 2004) Thom Chakukwa Chihana (février 2004 -)	- Charles J. Matabwa (avril 2004 -)

MALDIVES	Abdulla Kamaluddeen	Hamdun Hameed
MALI	Seydou Traoré	Ibrahim Bocar Daga
MALTE	Abraham Borg	– Pierre Hili (avril 2004 –)
MAROC	Hassan Benezderazik (janvier 2004 - décembre 2004) Moha Marghi (décembre 2004 –)	Ali Lamrani
MAURICE	Pravind Kumar Jugnauth (janvier 2004) Nandcoomar Bodha (janvier 2004 –)	Kan Oye Fong Weng-Poorun (janvier 2004) Moheenee Nathoo (février 2004 –)
MAURITANIE	Abdallahi Ould Cheikh Sidiya (janvier 2004 - août 2004) Sidi Ould Mohamdi Ould Didi (août 2004 –)	– Hamoud Ould Ely (février 2004 - juillet 2004) Yahya N'Gam (août 2004 –)
MEXIQUE	Rafael Tovar y de Teresa	Víctor Hugo Morales Meléndez
MONGOLIE	Darjaagyn Nasanjargal (janvier 2004 - octobre 2004) Dendeviin Terbishdagva (octobre 2004 –)	–
MOZAMBIQUE	Luisa Dias Diogo	–
MYANMAR	Nyunt Tin (janvier 2004 - octobre 2004) Htay Oo (octobre 2004 –)	–
NAMIBIE	Paul Smit	Desmond R. Tshikesho
NÉPAL	Prakash Chandra Lohani (janvier 2004 - août 2004) Hom Nath Dahal (août 2004 –)	–
NICARAGUA	José Cuadra Chamorro	Amelia Silvia Cabrera
NIGER	Abary Maï Moussa	–
NIGÉRIA	Adamu Bello	–
NORVÈGE	Åge B. Grutle (janvier 2004 - février 2004) Nils Haugstveit (février 2004 –)	– Ingrid Glad (février 2004 –)
NOUVELLE-ZÉLANDE	Julie Clare MacKenzie	Tiffany Babington
OMAN	Khalfan Bin Saleh Mohammed Al Naebi	–
OUGANDA	Gerald M. Ssendaula	Wilburforce Kisamba-Mugerwa (janvier 2004 - août 2004) –
PAKISTAN	Sardar Yar Mohammad Rind (janvier 2004 - novembre 2004) Sikandar Hayat Khan Bosan (novembre 2004 –)	Waqar Masood Khan
PANAMA	Pedro Adán Gordón (janvier 2004 - août 2004) Horacio J. Maltez (août 2004 –)	Horacio J. Maltez
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	Bart Philemon	–
PARAGUAY	Lilia Romero Pereira (janvier 2004 - juin 2004) Ana María Baiardi Quesnel (juin 2004 - octobre 2004) Jorge Figueredo Fratta (octobre 2004 –)	–
PAYS-BAS	A. M. Agnes van Ardenne-van der Hoeven	Ewald Wermuth

PÉROU	José Pablo Morán Val (janvier 2004 - novembre 2004) Roberto Seminario (novembre 2004 - décembre 2004) Harold Forsyth Mejia (décembre 2004 -)	Oswaldo del Águila Ramírez
PHILIPPINES	José Isidro Camacho (janvier 2004 - février 2004) Juanita D. Amatong (février 2004 -)	-
PORTUGAL	Carlos Manuel Inácio Figueiredo	Carlos Manuel dos Santos Figueiredo
QATAR	Ali Bin Saad Abdulla Al-Kuwari (janvier 2004 - avril 2004) Hassan Dhabit Al-Dousari (avril 2004 -)	-
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	Adel Safar	Hassan Al-Ahmad
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Pierre Gbianza (janvier 2004) Daniel Emery Dédé (février 2004 - septembre 2004) Parfait-Anicet M'bay (septembre 2004 -)	- Ernest Gothard-Bassebe (février 2004 -)
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Song Young-oh (janvier 2004 - octobre 2004) Cho Young-jai (octobre 2004 -)	Kim Chang-hyun (janvier 2004 - février 2004) Kim Sung-min (février 2004 - avril 2004) Kim Chang-hyun (avril 2004 -)
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Mariana Durllesteanu	Viorel Gutu
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	Justin Kangundu (janvier 2004 - mars 2004) Valentin Senga (mars 2004 -)	-
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	Chansy Phosykhram	Phouphet Khamphounvong
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Pedro Padilla Tonos (janvier 2004 - octobre 2004) Mario Arvelo Caamaño (octobre 2004 -)	Dolores Margarita Cedeño Pérez
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	Ri Kyong Sik (janvier 2004 - mai 2004) Kim Yong Suk (mai 2004 -)	-
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	Charles N. Keenja	Costa Ricky Mahalu
ROUMANIE	Ilie Sarbu (janvier 2004 - octobre 2004) Petre Daea (octobre 2004 - décembre 2004) Gheorghe Flutur (décembre 2004 -)	- Cristian Valentin Colteanu (mars 2004 -)
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	Peter Grant (janvier 2004 - août 2004) Matthew Wyatt (août 2004 -)	Anthony Beattie (janvier 2004 - juin 2004) - Peter Reid (septembre 2004 -)
RWANDA	Patrick Habamenshi	- Jacques Bihozagara (février 2004 - novembre 2004) Edison Nyandwi (novembre 2004 -)
SAINTE-LUCIE	Calixte George (janvier 2004 - février 2004) Ignatius Jean (février 2004 -)	Julius Polius

SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Cedric Roy Liburt	-
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	Girlyn Miguel	-
SAMOA	Tuisujaletaua Sofara Aveau	
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	Jorge Amado (janvier 2004 - octobre 2004) Helder Martinho de Barros Pinto (octobre 2004 -)	-
SÉNÉGAL	Habib Sy	Momar Gueye
SEYCHELLES	William Herminie (janvier 2004 - mai 2004) Ronald Jumeau (mai 2004 -)	-
SIERRA LEONE	Sama Sahr Mondeh	Umaru Bundu Wurie (janvier 2004 - septembre 2004) Cristina F.S. Wright (septembre 2004 -)
SOMALIE	Abbas Musse Farah	-
SOUDAN	Magzoub Elkhalfa Ahmed	-
SRI LANKA	E. Rodney M. Perera	Maringa Sumanadasa (janvier 2004 - novembre 2004) Niluka Kadurugamuwa (novembre 2004 -)
SUÈDE	Ruth Jacoby	Stefan Emblad
SUISSE	Serge Chappatte	Martin Rohner
SURINAME	Jaswant Sahtoe	Gerhard Otmar Hiwat
SWAZILAND	Mtiti Fakudze (janvier 2004 -)	-
TADJIKISTAN	Talbak Nazarov	-
TCHAD	David Houdeingar Ngarimaden (janvier 2004 - septembre 2004) Pascal Yaodimnadj (septembre 2004 -)	Oumar Chaïb Hassanty (janvier 2004 - novembre 2004) -
THAÏLANDE	Banphot Hongthong	Pote Chumsri
TIMOR-LESTE	José Ramos-Horta	-
TOGO	Komikpime Bamnante	Ekoué Kandé Assiongbon
TONGA	Fetu'utolu Tupou (janvier 2004 - novembre 2004) Vielä Tupou (novembre 2004 -)	-
TRINITÉ-ET-TOBAGO	John Rahaël (janvier 2004 - février 2004) Jarette Narine (février 2004 -)	Bernard Anthony Weston
TUNISIE	Mohamed Nouri Jouini	-
TURQUIE	Necati Ütkan	-
URUGUAY	Carlos Alejandro Barros Oreiro	Gabriel Bellón
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	Angela Delgado de Salazar	-
VIET NAM	Le Vinh Thu (janvier 2004 - juillet 2004) Le Thi Bang Tam (juillet 2004 -)	- Truong Thai Phuong (juillet 2004 -)
YÉMEN	Hasan Omar Sowaid	Abdulrahman Mohammed Bamatraf
ZAMBIE	Webby D. Kamwendo	-
ZIMBABWE	Joseph M. Made	Mary Margaret Muchada

Liste des membres du Conseil d'administration

au 31 décembre 2004

Membre		Membre suppléant	
LISTE A			
Charles Parker	Canada	John Francis Cogan	Irlande
Alain Guillouët	France	Bernard De Schrevel (janvier – septembre 2004) Philip Heuts (octobre 2004 –)	Belgique
Bernd Dünzlaff	Allemagne	Lothar Caviezel	Suisse
Augusto Zodda	Italie	Klaus Oehler	Autriche
Masaharu Sato (janvier- juin 2004) Kazumi Endo (juin 2004 –)	Japon	Kristian Hojersholt	Danemark
Jeroen T.M.G. Steeghs	Pays-Bas	Anthony Beattie (janvier - juin 2004) Matthew Wyatt (août 2004 –)	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Michael Odevall (janvier – octobre 2004) Ann Uustalu (novembre 2004 –)	Suède	Margaret Slettevold	Norvège
Mark M. Jaskowiak	États-Unis d'Amérique		Australie
LISTE B			
Hesham Ibrahim Al-Waqayan	Koweït	Majed Ali Ahmed Omran Al Shamsi	Émirats arabes unis
Oloche Anebi Edache (janvier – mai 2004) Gabriel Lombin (septembre 2004 –)	Nigéria		–
Ahmed Ben Souleiman Al-Aquil	Arabie saoudite	Memed Gunawan	Indonésie
Rudolf Römer (février 2004 –)	Venezuela (République bolivarienne du)	Larbi Boumaza	Algérie
LISTE C			
SOUS-LISTE C1			
Afrique			
Médi Moungui	Cameroun	Mohamed Hassan Jubara Mohamed	Soudan
Mariem Mousa	Égypte	Abel Gonçalves Lopes	Mozambique
SOUS-LISTE C2			
Europe, Asie et Pacifique			
Tang Zhengping (janvier – avril 2004) Zhao Xiaoyu (avril 2004 –)	Chine	E. Rodney M. Perera	Sri Lanka
S. G. Mankad	Inde	So Man-ho	République de Corée
SOUS-LISTE C3			
Amérique latine et Caraïbes			
Benvindo Belluco	Brésil	Acisclo Valladares Molina (avril 2004 – juin 2004) Ileana Rivera de Angotti (novembre 2004 –)	Guatemala
Rafael Tovar y de Teresa	Mexique	Ariel Fernández	Argentine